



Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation



Représentation de la FAO au Burundi
Unité de Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation
B.P. 1250 Bujumbura - Burundi
www.fao.org/emergencies/tce-home/index-emergencies/fr/



SI TU DORS LE SOIR AVEC LE VENTRE VIDE, TU TE LÈVES LE MATIN LE CŒUR PLEIN DE HAINE
Proverbe Burundais



FAO/Burundi
Plan d'action 2010/2011

Remerciements

Nos remerciements s'adressent en particulier :

A l'Etat burundais et à son Ministère de l'Agriculture, dont la FAO est le partenaire et dont les efforts conjoints en matière de planification stratégique, de coordination de l'action sur le terrain, en étroite collaboration avec les cadres locaux à qui ces remerciements s'adressent aussi, pour la protection et l'assistance aux vulnérables contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire au Burundi.

Aux bailleurs de fonds qui soutiennent les activités de la FAO et dont l'aide humanitaire permet l'accès pour les vulnérables ruraux aux produits agricoles essentiels pour la reconstruction de leurs moyens d'existence. Surtout, aux citoyens dont les contributions fiscales sont la sève de l'aide humanitaire.

Au Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) qui a assuré, à travers le Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) et la Stratégie Intégrée des Nations Unies d'appui à la Consolidation de la Paix au Burundi (UNDAF+), une meilleure complémentarité entre les priorités de consolidation de la paix et celles du relèvement économique, dont la relance de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sont partie intégrantes.

Aux agences des Nations Unies et aux ONG nationales et internationales qui collaborent directement avec l'Unité de Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO (FAO/CAUR) dans diverses opérations de sécurisation alimentaire. En particulier, les agences dont la participation au Système d'Alerte Précoce et de Surveillance de la Sécurité Alimentaire (SAP-SSA) et au Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) a permis d'établir le diagnostic et la démarche stratégique sur lesquels se fonde ce Plan d'action.

A toutes les organisations membres du Groupe Sécurité Alimentaire et Nutrition (GSAN) et/ou du Groupe Intégré Sécurité Alimentaire et Nutrition, plus particulièrement le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des affaires humanitaires (UNOCHA), pour leur contribution aux réunions mensuelles de coordination et aux programmes d'actions et de collecte d'informations sur le terrain entrepris conjointement avec la FAO.

Au peuple Burundais, à son courage, sa volonté et à son espoir.

**"Mu nda harara inzara,
hakazinduka inzigo"**

Acronymes, sigles et abréviations

BAD	Banque Africaine de Développement
BINUB	Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi
CHAP	Common Humanitarian Action Plan (Plan d'Action Humanitaire Commun)
CNS	Centre Nutritionnel de Supplémentations
CNPMT	Cadre National des Priorités à Moyen Terme (NMTPF)
CNSPSA	Commission Nationale de Suivi et de Promotion de la Sécurité Alimentaire
CNT	Centre Nutritionnel Thérapeutique
CSLP	Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté
CSCP	Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage
DRM	Disaster Risk Management (Gestion des Risques de Désastres)
DRR	Disaster Risk Reduction (Réduction des Risques de Désastres)
EMPRES	Emergency Prevention System for Transboundary Animal and Plant Pests and Diseases
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FAO/CAUR	Unité de Coordination des Opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation
Fbu	Franc du Burundi
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FSAU	Food Security Analysis Unit
GCP	Groupe de Coordination des Partenaires
GISAN	Groupe Intégré Sécurité Alimentaire et Nutrition
GSAN	Groupe Sécurité Alimentaire et Nutrition
GLEWS	Global Early Warning and Response System for Major Animal Diseases
IASC	Inter-Agency Standing Committee
IPC	Integrated Food Security Phase Classification (Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire)
ISTEEBU	Institut de Statistiques et Études Économiques du Burundi
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PNSA	Plan National de Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PAP	Programme des Actions Prioritaires du CSLP
RDC	République Démocratique du Congo
SAP-SSA	Système d'Alerte Précoce et de Surveillance de la Sécurité Alimentaire
UNDAF	Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
UNDAF+	Stratégie Intégrée des Nations Unies d'Appui à la Consolidation de la Paix au Burundi
UNHCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires

Table des matières

Préambule	4
I. Incorporation du Plan d'Action dans les Cadres intégrés	6
I. 1. La Stratégie Opérationnelle de TCE 2010-2013	7
I. 2. Le Cadre Régional de Prévention / Gestion des Risques de Catastrophes	8
I. 3. Le Cadre National Stratégique des Priorités d'Intervention à Moyen Terme de la FAO au Burundi 2010-2014 (NMTPF)	11
II. Contexte	12
II. 1. Contexte humanitaire. Phase post-conflit, équilibre précaire	13
II. 2. Le contexte rural et agricole : Permanence d'une extrême vulnérabilité	14
II. 3. L'arbre à problèmes	21
III. Les atouts et avantages comparatifs de la FAO/CAUR	22
III. 1. Présentation de l'équipe	23
III. 2. Les réalisations antérieures de la FAO/CAUR au Burundi	24
III. 3. Les outils FAO de diagnostic et d'analyse et leurs résultats	25
III. 3.1. L'analyse IPC	25
III. 3.2. L'analyse SAP SSA	26
III. 3.3. Les Champs Ecoles Paysans	27
III. 3.4. Les coordinations GSSAN	28
III. 3.5. L'analyse des risques majeurs	30
IV. Planification de la réponse	32
IV. 1. Le cadre conceptuel et la motivation du Plan d'Action 2011 pour le Burundi	33
IV. 2. Les objectifs du Plan d'Action	34
IV. 3. L'approche programmes FAO/CAUR 2010-2011	36
IV. 3.1. L'approche transversale : la coordination	38
IV. 3.2. L'approche transversale systématique dans les actions	39
IV. 3.3. Les programmes thématiques FAO/CAUR 2010-2011	41
IV. 4. Les modes de réponse	48
IV. 4.1. Initiation du financement	48
IV. 4.2. Exécution des actions	48
IV. 4.3. Suivi et évaluation, missions ad hoc	48
IV. 4.4. Restitution des résultats des actions	49
Conclusion. Revue du Plan d'Action	49
V. Annexes	50
V. 1. Partenaires récents de la FAO/CAUR	51
V. 2. Les actions en cours de la FAO/CAUR	52
V. 3. Diagramme des indicateurs de classification des phases IPC	53
V. 4. Risques d'aggravation	54

Préambule

Le contexte politique burundais a évolué rapidement et positivement durant les dernières années, avec la mise en place d'institutions démocratiques élues et la cessation des hostilités ouvertes. Néanmoins, si les conditions sécuritaires sont aujourd'hui acceptables, on est encore loin de parvenir à exaucer les besoins primaires de la population. En plus des problèmes structurels considérables auxquels la population rurale est confrontée, le pays a subi une succession d'événements climatiques nuisibles lors de la décennie écoulée. Ces aléas climatiques aux conséquences difficiles à prévoir se combinent avec une « atomisation » des exploitations familiales, ce qui a rendu la vie des ménages extrêmement précaire. La consolidation de la paix au Burundi n'est possible que si des actions urgentes sont mises en œuvre pour assister les ménages les plus vulnérables.

Au Burundi en 2010, le ménage vulnérable est celui qui ne parvient pas à se procurer de quoi se nourrir. C'est cette population vulnérable en termes de sécurité alimentaire qui est la cible prioritaire de la Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO (FAO/CAUR). En premier lieu, pour les populations du monde agricole en général et tout particulièrement les populations cibles de la FAO/CAUR, l'urgence est de fournir une protection nutritionnelle.

Les ménages vulnérables et très vulnérables ne peuvent pas acquérir au marché ce qui leur manque, car la carence de l'approvisionnement en vivres au niveau national a entraîné une flambée spectaculaire des prix des denrées alimentaires et des facteurs de production comme les semences de qualité ou les engrais, devenus désormais inaccessibles aux populations sans ressource. Par ailleurs, les activités para-agricoles qui pourraient engendrer des revenus complémentaires sont très peu développées au Burundi.

Ainsi, outre les opérations d'urgence, la FAO/CAUR doit contribuer à la réhabilitation de l'agriculture au Burundi. Cette réhabilitation doit s'orienter vers l'accroissement de la productivité, indépendamment des circonstances climatiques, mais aussi offrir des alternatives de relance de l'économie agricole permettant d'engendrer des revenus, à défaut de quoi les vulnérables, s'ils ne bénéficient que d'opérations d'assistance d'urgence, risquent de rester enfermés dans le cycle vicieux de la simple subsistance et de la dépendance chronique envers l'aide humanitaire et une terre qui devient de plus en plus infertile.

Cette ambition de parvenir à quitter la vulnérabilité pour s'avancer vers une sécurisation définitive du monde rural, à travers la relance agricole et la génération de revenus complémentaires, est envisageable uniquement parce que la période de crise institutionnelle est désormais révolue et l'urgence absolue, impérieuse, de soutien immédiat à des populations qui ne verraient pas le lendemain sans aide est un phénomène qui doit dès maintenant devenir du passé. La situation actuelle est une période de détresse économique de la population qui pourrait s'enfoncer, sans un soutien cohérent et coordonné, dans une pauvreté irréversible.

Préambule

En outre, la crise a créé un nombre disproportionné de ménages particulièrement vulnérables, tels les ménages dirigés par des orphelins, des veuves, des handicapés, des malades du VIH/SIDA, ou encore des démobilisés sans aucune formation antérieure. Ces cas sociaux nécessitent un soutien de longue haleine, organisé selon des programmes appropriés.

Le présent Plan d'Action a comme objectif spécifique la sécurisation du monde rural burundais, afin de contribuer à l'objectif global de la consolidation de la paix.

Les trois résultats majeurs du plan sont des étapes, d'une part l'urgence (situation nutritionnelle sécurisée), puis une assistance technique et un encadrement (valorisation des ressources agronomiques), enfin une logique visant à dépasser le stade d'autosubsistance en créant des activités génératrices de revenus qui s'inscrivent dans une perspective économique proche du développement.

Les différentes actions concrètes proposées dans ce plan sont articulées autour de six thèmes conçus dans une logique d'approche programme, une approche intégrée à moyen terme qui permet de répondre efficacement aux situations complexes d'après-crise.

Pour réaliser les objectifs de ce Plan d'Action, le service des Urgences/Réhabilitation de la FAO dispose de moyens propres importants et du soutien de ses bailleurs et partenaires. Par ailleurs, l'action de la FAO au Burundi s'intègre dans l'action régionale coordonnée depuis le siège régional de la FAO à Nairobi, qui supervise les agences nationales de la FAO pour tous les pays de l'Afrique de l'Est dans les actions à caractère transfrontalier, comme la gestion des épizooties. Le Plan d'Action 2010-2011 s'inscrit également dans des cadres stratégiques dont les lignes directrices permettent de clarifier la direction des actions à entreprendre. Il s'agit notamment du Cadre Opérationnel Stratégique 2010-2013, transmis à toutes les agences nationales par le siège de la Division Urgences et Réhabilitation de la FAO, à Rome, du Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) et la Stratégie Intégrée des Nations Unies d'appui à la Consolidation de la Paix au Burundi (UNDAF+). Il s'agit encore du programme régional de la FAO de réduction et de "Gestion des risques de catastrophes" (DRR/DRM). Il s'agit aussi du Cadre National Stratégique des Priorités d'Intervention à Moyen Terme (2010-2014) de la FAO au Burundi (NMTPF). Un atelier NMTPF participatif tenu à Bujumbura en décembre 2009, auquel assistaient tous les acteurs institutionnels du Burundi, a permis de hiérarchiser les domaines considérés prioritaires au niveau national, où la FAO/CAUR doit intervenir dès 2010-2011.

Ainsi, toutes les actions que la FAO/CAUR va entreprendre en 2010-2011 sont orientées par l'ensemble des circonstances locales, mais aussi coordonnées par des cadres logiques élaborés au cours du partage d'expériences et d'expertises au niveau mondial. C'est dans ce contexte que le présent Plan d'Action 2010-2011 a été élaboré par l'équipe complète des experts de la FAO/CAUR au Burundi.

1/ INCORPORATION DU PLAN D'ACTION DANS LES CADRES INTÉGRÉS



I. Incorporation du Plan d'Action dans les Cadres intégrés

Les responsables des différents départements techniques du siège de la FAO ont développé le cadre stratégique des interventions, qui reprend la vision et les objectifs connus de la FAO, à savoir un monde libre de la faim et de la malnutrition, où l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer socialement et économiquement le standard des ménages, particulièrement des plus pauvres, toujours en préservant l'environnement de manière durable. La Division des Urgences de la FAO a, selon ces lignes directrices, établi sa stratégie globale, puis chaque unité régionale a défini les critères de ses interventions. Enfin chaque unité nationale a précisé le cadre exact de ses actions planifiées. La vision intégrée des stratégies et impératifs globaux, régionaux et nationaux a permis d'établir le canevas propice à l'élaboration des plans d'actions, dont le présent document.

I.1. La Stratégie Opérationnelle de TCE 2010-2013

La Division des Opérations d'Urgence et de Réhabilitation à Rome a mis en place un cadre d'intervention et d'évaluation des actions et performances des unités régionales de la FAO, avec effet immédiat dès 2010. Ce cadre 2010-2013 et ses objectifs sont la base d'organisation et de travail intégrés pour toutes les unités FAO/CAUR de la région et est organisé selon trois résultats organisationnels fondamentaux, auxquels correspondent trois résultats opérationnels.

Résultat organisationnel 1 : la vulnérabilité des pays aux crises, aux menaces et au besoin d'assistance d'urgence est réduite au travers d'une meilleure préparation et par l'intégration de la prévention des risques et de la réduction de leurs effets dans les politiques, les programmes et les interventions.

- ▶ Résultat opérationnel : l'encadrement, le plaidoyer et la coordination sont mis en place au niveau national et international pour les programmes et plateformes de réduction des risques de désastres.

Résultat organisationnel 2 : les pays et leurs partenaires répondent plus efficacement aux crises et situations d'urgence au travers d'interventions liées à l'agriculture et l'alimentation.

- ▶ Résultat opérationnel : La coordination et la gestion des opérations de réponse et des partenariats, extérieurs et internes, sont mises en place.

Résultat organisationnel 3 : les pays et leurs partenaires ont amélioré et améliorent leur approche et la mise en place de la transition entre les phases d'urgence, de réhabilitation et de développement.

- ▶ Résultat opérationnel : Les enseignements et les meilleures pratiques issus des évaluations et des mécanismes d'échanges de connaissances sont utilisés pour l'ajustement des programmes en cours et l'élaboration de nouvelles formes de réponse.

I.2. Le Cadre Régional de Prévention / Gestion des Risques de Catastrophes

La FAO a mis en place un programme d'anticipation des menaces subites majeures et de gestion des risques de catastrophe au niveau régional (DRR/DRM)¹. A quels risques relevant de son domaine de compétence la FAO peut-elle s'attendre dans sa zone d'action ? Quels sont les moyens de parer chaque désastre ou d'atténuer les dégâts qu'il peut causer. Le diagramme suivant présente le cadre régional (dix pays de l'Afrique de l'Est) dans lequel le programme de gestion des risques de catastrophe de la FAO/CAUR au Burundi s'inscrit. Il est à noter que de nombreuses agences internationales ont mis en place leur programme de gestion des risques de catastrophe, qu'elles sont ensemble actives à consolider et harmoniser.

Cadre du Programme Régional de Gestion des Risques de Catastrophe

Identification & Réduction du Risque

Profilage du Risque

Cartographie des populations & régions à risques
 Evaluation primordiales LAT, HEA & ASEG
 Classification Intégrée des Phases de Sécurité Alimentaire (IPC)
 Etudes des dangers spécifiques
 Analyse des carences - Politiques, Légales & Institutionnelles

Alerte précoce et information

Systèmes d'Alerte Précoce et de Réaction Rapide pour les maladies animales (transmissibles à l'homme);
 Information Communication & Technology;
 Systèmes d'alerte précoce régionaux et nationaux;
 Systèmes d'alerte précoce au niveau communautaire
 Point focal régional d'information et de connaissance.

Conscience du Risque

Coordination et partage des informations entre agences;
 Groupes de travail thématiques
 Groupes sectoriels nationaux
 Dissémination de l'information
 Sites internet
 Publications
 Communiqués de presse
 Notes des bailleurs

Etat de préparation:

Planification des actions selon les systèmes d'alerte en place;
 Financement de contingence corrélé au plan de contingence
 Approches communautaires;
 Renforcement des capacités.

Atténuation & Prévention

Plaidoyers: Politiques & Legislation;
 Adaptation et atténuation des effets du changement climatique;
 Agriculture préservant les ressources;
 Agro-foresterie;
 Approches communautaires;
 Filets de protection sociale;
 Protection et transfert des richesses et connaissances agricoles.

Réponse

Evaluation et Planification Rapide:

Evaluation Rapide; (LAT);
 Livelihood Assessment Tool -Kit
 Groupes de Sécurité Alimentaire;
 Plan d'Action.

Réponse

Initiatives de réponse stratégique
 Activités efficaces et durables de soutien en semences
 Livestock Emergency Guidelines (LEGS).
 Programme d'Analyse Socio - Économique selon le Genre (ASEG)

Gestion du Risque

Transfert du Risque

Assurance pour les biens agricoles;
 Diversification des moyens d'existence;
 Mécanismes traditionnels de partage du Risque.

Gestion des conflits

Accès à la terre;
 Accès et gestion des pâturages;
 Gestion des ressources en eau;
 Renforcement des capacités des populations déplacées
 Renforcement des institutions locales et des autorités.

Transition & Prise en charge

Opportunités commerciales & interventions;
 Intégration du secteur privé;
 Approches & Structures communautaires;
 Politiques et Législations Nationales, Régionales;
 Renforcement des capacités;
 LRRD

Gestion des connaissances, Communication & Plaidoyer

Coordination – Niveau Local, National et Régional;
 Information technique et publications;
 Communication & Plaidoyer
 Dissémination des technologies appropriées, meilleures pratiques et leçons apprises
 Renforcement des capacités

Adapté du Cadre de Gestion des Catastrophes de la FAO

⁽¹⁾ DRR/DRM : Disaster Risk Reduction / Disaster Risk Management. Une catastrophe est un mouvement brutal, d'origine naturelle ou humaine, pouvant provoquer la mort et la destruction à grande échelle.

Certaines catastrophes peuvent avoir une échelle régionale et doivent être gérées en conséquence, comme une épidémie de fièvre aphteuse ou la propagation de la mosaïque du manioc, ou encore les effets globaux du changement climatique, lorsque de nombreuses parties de l'Afrique de l'Est sont touchées en même temps par des calamités naturelles qui se répercutent sur les prix régionaux des denrées et les disponibilités alimentaires globales. D'autres catastrophes potentielles n'affecteront qu'une région ou un pays, comme l'échec complet d'une saison agricole dans une région naturelle du Burundi où la population démunie n'a pas d'alternative alimentaire ni de stocks et requière une aide d'urgence en aliments et en semences. Des programmes régionaux de gestion des risques, intégrant le Burundi, sont déjà en place, notamment :

- Le programme de surveillance de la striure brune du manioc ;
- Le programme de contrôle de la mosaïque du manioc ;
- Le programme d'alerte et de réaction pour les maladies animales majeures (GLEWS) ;
- Le programme de prévention pour les ravageurs et les maladies transfrontalières des animaux et des plantes (EMPRES).

Au premier trimestre 2010, deux alertes ont été transmises par la Coordination régionale sur le danger pour le Burundi d'invasion par les chenilles légionnaires et les criquets. La menace des chenilles s'est concrétisée en avril. A la première alerte, la FAO et ses partenaires se sont mobilisés et l'invasion a été vite neutralisée, tandis que les agents des DPAE restent en alerte en cas de nouvelles manifestations.

Invasion de chenilles, réaction Rapide de la FAO-DPAE-DPV, avril 2010, cofinancement ECHO-Belgique - Suede





Parcelle de multiplication de boutures saines de manioc à Rumonge, 2008 Union Européenne

Les Assistants Communautaires pour le Suivi Vétérinaire sont des agri-éleveurs formés pour vacciner, traiter et conseiller les membres de leur communauté (projet régional FAO Burundi-Congo financé par l'Espagne)



I.3. Le Cadre National Stratégique des Priorités d'Intervention à Moyen Terme de la FAO au Burundi 2010-2014 (NMTPF)

Le NMTPF contribue à la mise en œuvre au niveau du Burundi des objectifs stratégiques sous-sectoriels de l'agriculture de la FAO. Le but du NMTPF est également de définir les modalités qui permettront une meilleure intégration des portefeuilles multiples de la FAO au Burundi, afin d'obtenir les meilleures synergies possibles entre les interventions de l'urgence, de la réhabilitation et des activités de développement.

En décembre 2009, à Bujumbura, lors d'un atelier dédié au NMTPF, les partenaires institutionnels nationaux de la FAO ont entrepris une révision du cadre général du NMTPF pour le cas spécifique des priorités du Burundi. Dans le tableau suivant sont listées les activités jugées prioritaires par les interlocuteurs nationaux de la FAO au Burundi.

Domaine d'intervention de la FAO	Résultat attendu
Relance et intensification des productions vivrières	Des connaissances technologiques nouvelles sont transférées et sont appropriées par les agriculteurs
	Les circuits d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité sont disponibles et réguliers
	Les ouvrages hydro-agricoles sont réhabilités ou construits
Restauration, amélioration et conservation du potentiel de fertilité des terres	Production semencière relancée et renforcée au niveau des communes
	Les sols sont stabilisés contre l'érosion
Appui à l'intensification des productions animales et à la consolidation des filières viandes bovines, caprines et porcines	La productivité des unités d'élevage et le nombre de ménage pratiquant l'élevage a augmenté
Renforcement de l'IASZ pour les filières viande bovine et caprine	La production en viande locale a augmenté
Renforcement de l'IASZ pour les filières bovin laitier et promotion de la filière lait	La production laitière et la commercialisation locale du lait ont augmentées et améliorées
Appui au système élevage semi-intensif et intensif de volailles ponduses et de volailles de chair	Autosuffisance nationale en œufs de consommation et en poulet de chair
Appui à la production d'alevins et à la fabrication d'aliment poissons	Des unités de productions d'alevins et d'aliments sont fonctionnelles et couvrent les besoins du pays en matière du développement de l'aquaculture
Relance des productions vivrières par la facilitation de l'accessibilité en intrants agricoles (outils, semences / engrais / plant de bouture, etc.)	Les producteurs démunis ont accès aux intrants agricoles et redémarrent les activités
Appui au repeuplement des ruminants dans certaines zones ciblées et diversification avec des animaux de basse cour	La productivité des unités d'élevage et le nombre de ménage pratiquant l'élevage a augmenté
	La production laitière, l'autoconsommation et la commercialisation locale du lait sont augmentées et améliorées
Diversification des activités par le maraîchage et la se en place de pépinières rurales et agroforesteries	Des revenus supplémentaires sont créés et certaines activités contribuent aussi à la protection de l'environnement
Elaboration d'un Plan Directeur et promotion d'un aménagement intégré des bassins versants	Plan d'aménagement des bassins versants disponible Meilleure connaissance de la stratégie nationale de l'environnement et mise en application
Poursuite du reboisement national et en particulier sur des crêtes dénudées	Les étendues des surfaces reboisées augmentent et les crêtes dénudées sont reboisées
Lutte contre la dégradation des terres (désertification)	La dégradation des ressources naturelles est freinée



II Contexte

II.1. Contexte humanitaire. Phase post-conflit, équilibre précaire

Le Burundi émerge d'une guerre civile qui a duré 15 ans. Des institutions démocratiquement élues ont été mises en place avec succès en 2005 et doivent être renouvelées au cours d'élections libres à l'issue du premier semestre 2010. En 2010, le Burundi se situe donc dans une phase de consolidation de la paix et un bureau des Nations Unies est spécialement assigné à la tâche de soutenir les institutions nationales dans les actions pertinentes à entreprendre.

En même temps, la situation du pays reste sensible. La crise économique et la crise de détresse d'une population appauvrie, épuisée par les carences et les traumatismes, persistent. En 2010, le Burundi se situe donc encore clairement dans un contexte humanitaire. La résolution 46/182 de l'Assemblée Générale des Nations Unies a même permis la mise à disposition du Burundi d'un comité humanitaire géré par les Nations Unies. Un coordonnateur humanitaire des Nations Unies a également été dépêché au Burundi.

Le Burundi est donc dans la phase critique où la réponse humanitaire est aussi cruciale que la nécessité de permettre à la population de relancer ses activités économiques et sociales.

Les indicateurs globaux du Burundi sont alarmants, comme l'illustre le tableau ci-contre. Le Burundi occupe le 172ème rang sur 182 dans l'Index du Développement Humain 2008/2009 établi par le PNUD². Comme la plupart des pays pauvres, le Burundi enregistre un déficit de sa balance commerciale (10,9% du PIB en 2009³). La dette publique à la fin de 2008 s'élevait à 134,8 millions de dollars⁴ pour un pays dont le PIB est seulement de 1,4 milliards de dollars en 2009. En 2009, seule la République Démocratique du Congo a été classée dans une situation plus grave que le Burundi dans la liste des pays dont les index globaux de la faim (Global Hunger Index) sont les plus élevés au monde (>30)⁵.

Le Burundi en chiffres

Population : 8,4 millions (2009, est.)
Croissance démographique : 2,9% (2008-2009)
PIB par habitant : 173 \$
Taux de pauvreté : 70,05% (65,7% en milieu urbain et 70,5% en milieu rural)
Main d'œuvre par secteur : agriculture : 93.6%
industrie : 2.3% - services : 4.1%
Superficie du pays : 27 834 km²
Densité moyenne de vie à la naissance: 52 ans
Tx. de mortalité enfants de moins de 5 ans : 181 ‰
Tx. d'alphabétisation : 54%
Index de développement humain PNUD : 172e sur 182

Sources : PNUD, FMI et Banque mondiale 2008-2010

² PNUD, Rapport National sur le Développement Humain 2008/2009

³ Statistiques du Fonds Monétaire International, Burundi, World Economic Outlook, Octobre 2009

⁴ <http://www.clubdeparis.org/sections/communication/archives-2009/burundi2907>

⁵ Global Hunger Index, IFPRI, 2009

⁶ Données du UNHCR, avril 2010

Le Burundi présente une économie basée essentiellement sur l'agriculture de subsistance qui occupe plus de 90 pour cent de la population active et fournit 95 pour cent de l'offre alimentaire. La population dépasse 8 millions d'habitants en 2010 et augmente de 235 000 âmes chaque année ; elle atteindra un effectif de 13 millions en 2025 pour un territoire émergé de seulement 25 950 km². En corollaire, depuis 2002, le Burundi a enregistré le retour de 506 126 rapatriés⁶. Il faut gérer ces populations et leurs problèmes spécifiques, en premier lieu leur réinsertion socio-économique pour laquelle **on doit planifier un retour massif à l'agriculture** vu leur nombre, leurs faibles qualifications en général et les rares opportunités d'emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Photo de gauche: Dessableur du barrage de Nyembwika, 2009 Financement Belgique

II.2. Le contexte rural et agricole : permanence d'une extrême vulnérabilité

L'accroissement démographique a conduit à une atomisation des exploitations agricoles familiales et à l'augmentation de la pression exercée sur les ressources naturelles. Cette situation est critique dans certaines provinces du pays où la superficie cultivable moyenne pour un ménage de 5 personnes est désormais inférieure à 20 ares. Cultivée en haricots, sans mesure d'amélioration des ressources, ces très petites exploitations agricoles ont une superficie qui ne permet de nourrir une famille que 2 à 3 mois.

Cette situation critique touche particulièrement les jeunes et les femmes. Les tendances démographiques au Burundi sont explicites à cet égard (46% de la population a moins de 15 ans). En outre, à cause de la guerre, de nombreux chefs de ménages sont des femmes ou des orphelins. Pour cette raison, la FAO/CAUR implique une proportion aussi élevée que possible de jeunes et de femmes dans ses actions. Pour les jeunes hommes, il s'agit du besoin d'espoir, d'un travail stable et d'un revenu pour fonder un foyer. Pour les femmes, jeunes ou non, le problème est complexe : malgré leur rôle pivot de productrices au Burundi, comme souvent dans les pays en développement les femmes n'ont encore qu'un accès limité aux ressources et services indispensables.

Accès à la terre. Les femmes sont rarement propriétaires de leur parcelle, alors que le pourcentage des ménages dirigés par des femmes continue de croître ;

Accès au crédit. Les femmes ont peu accès au crédit, du fait qu'elles ne peuvent pas fournir les garanties exigées par les institutions ;

Accès à la prise de décision. Traditionnellement, les femmes en milieu rural au Burundi ne sont pas impliquées dans les processus de prise de décision au niveau du ménage. Les causes de l'exclusion des femmes sont étroitement liées à une vision traditionnelle réductrice de procréatrices et ouvrières domestiques.

Dans un contexte où les superficies individuelles vont rester les mêmes pour une longue période et l'agriculture le mode de vie de la majorité, la seule alternative, et un devoir clé de la FAO, est de permettre l'augmentation ou la préservation de la productivité des parcelles, par l'apport de fertilisants et de fumier, la promotion de l'agriculture combinée, la fourniture de semences à rendements supérieurs, la recherche systématique de l'utilisation maximale de chaque fragment de la parcelle ou sa valorisation par des activités agricoles ou para-agricoles que les ménages n'avaient pas encore envisagées. A titre d'illustration des conséquences d'une action réussie : un gain de 1% seulement sur la production totale actuelle du seul haricot au Burundi correspondrait à la valeur énergétique nécessaire pour donner un repas à 3 millions de personnes.

Parallèlement à la faible productivité des exploitations familiales, depuis maintenant plus d'une décennie les aberrations pluviométriques récurrentes causent des dommages importants. N'importe où dans le pays, des saisons agricoles sont complètement perdues à cause de départs précoces ou de retours tardifs des pluies. Ce comportement pluviométrique est désormais admis comme découlant du phénomène « El Niño », signalé dans tous les pays d'Afrique de l'est, dont le Burundi⁷. En janvier 2010, plus de 60% des ménages systématiquement suivis par la FAO à titre de repères avaient ainsi perdu leurs cultures de maïs et de haricot. Dans toutes les provinces du pays, de nombreux cas de grêle, vents violents et pluies torrentielles ont emporté des cultures de marais et de collines. Dans ce cas, la FAO/CAUR vient au secours des agriculteurs en leur fournissant l'équivalent des semences perdues durant la catastrophe, pour qu'ils puissent planter à nouveau, tandis que d'autres agences offrent leur soutien nutritionnel ou sanitaire pour limiter les effets de la malnutrition.

Paradoxalement, les régions naturelles du Bugesera, du Moso et de l'Imbo sont souvent frappées par des sécheresses en périodes normales de pluies (qu'on attribue souvent à « La Niña »⁸) alors qu'elles constituent des zones à fort potentiel agricole. Ces sécheresses portent un coup fatal à certaines cultures, surtout le haricot, le maïs, le sorgho, la patate douce et la banane. Récemment, une sécheresse prolongée a retardé la mise en place des saisons 2010 A et 2010 B⁹ dans ces régions et est responsable de la situation de phase IV d'insécurité alimentaire dans laquelle 3 communes de la province Kirundo ont été placées en mars 2010. En outre, la sécheresse facilite le développement et la propagation de maladies, comme la mosaïque du manioc qui s'est propagée dans toutes les provinces du pays à partir de 2002 et a provoqué la chute spectaculaire de cette production qui assure normalement l'alimentation de la majorité des ménages vulnérables pendant les périodes de soudure. Heureusement et principalement grâce à l'action concertée du gouvernement, de la FAO et de ses partenaires, l'incidence de la mosaïque est désormais réduite.



Appui à un collectif des associations des rapatriés dans la multiplication des boutures saines de manioc, 2010, Financement : Union européenne

⁷ Le Rapport de la Mission d'Evaluation des récoltes 2010A décrit « El Niño » comme un phénomène causé par des températures de surface supérieures à la normale dans les océans Indien et Pacifique. Les déplacements de masses d'air chaud qui en découlent se traduisent par des pluies torrentielles et des inondations au niveau des pays de l'Afrique de l'Est.

⁸ La Niña tire son nom d'une comparaison avec El Niño. Les conséquences climatiques engendrées par ces phénomènes sont globalement inverses. La fréquence de La Niña est différente de celle d'El Niño et les deux événements ne semblent pas nécessairement induits l'un par l'autre.

⁹ voir graphe page suivante



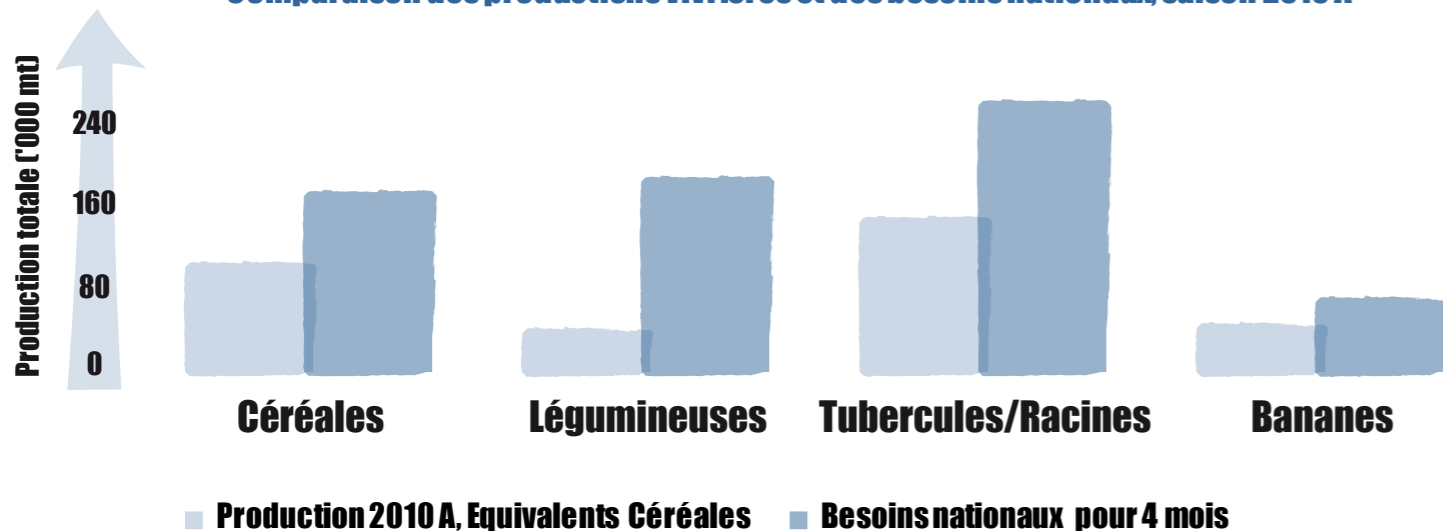
Calendrier des saisons culturales au Burundi

Les pluies torrentielles ont brisé les digues de la rivière Mutimbuzi dans l'Imbo, inondant la plaine cultivable, les habitations et l'aéroport de Bujumbura. (Réhabilitation des digues, FAO 2010, financement Union Européenne)



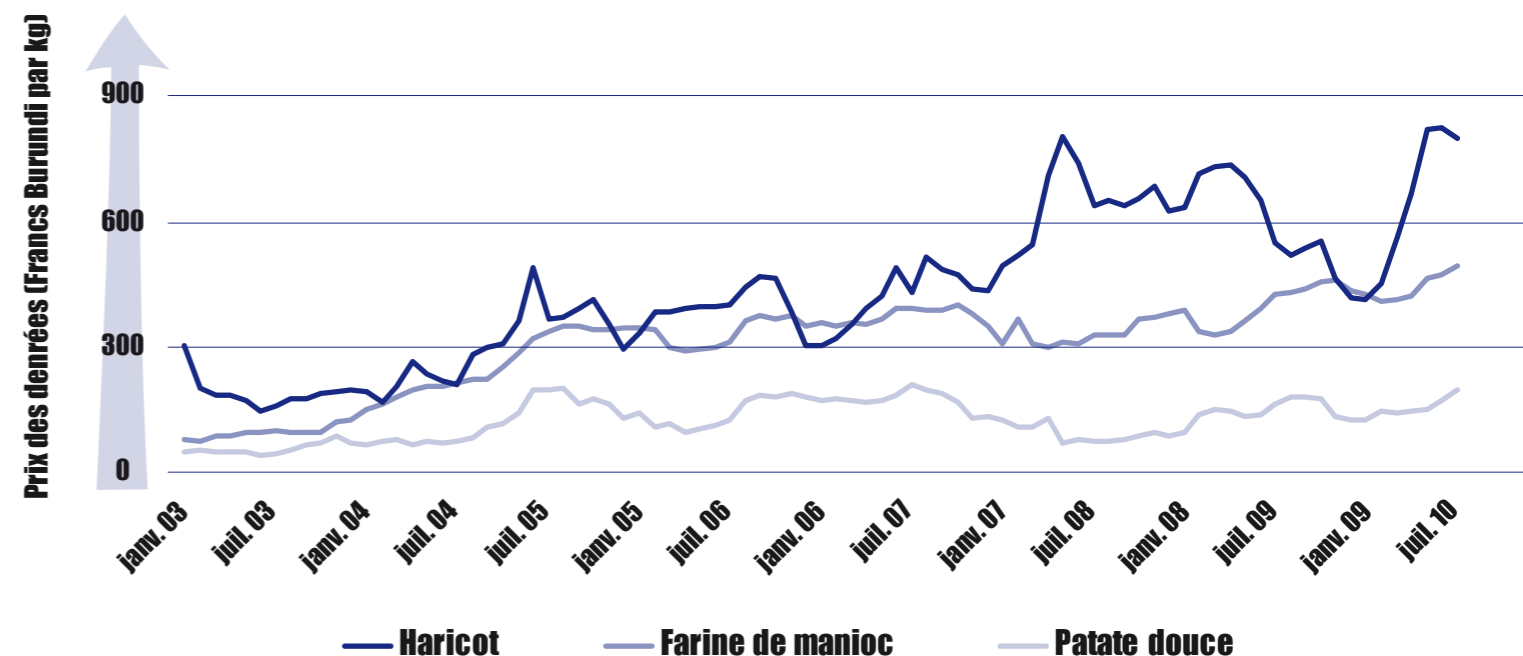
Afin de diagnostiquer l'état de fragilité de l'agriculture burundaise et le degré de vulnérabilité des populations qui en résulte, la FAO établit régulièrement le diagramme des diverses productions agricoles comparées aux besoins alimentaires du pays ou d'une région. Pour la saison vivrière 2010 A illustrée ici, la production nationale devrait normalement fournir 35% de la production burundaise d'une année équilibrée, ce qui devrait donc correspondre à l'alimentation de l'ensemble de la population pour quatre mois. Or, comme le montre le graphe suivant, les déficits dès le début 2010 sont importants.

Comparaison des productions vivrières et des besoins nationaux, saison 2010 A



En définitive, le cumul de tous les handicaps conjoncturels et structurels de l'agriculture au Burundi, leur chronicité ou récurrence, font que le pays souffre en permanence d'un manque de semences et de vivres et cela se répercute inévitablement sur leur prix. A titre d'indicateur et depuis 2003, le prix du kilogramme de haricot au marché de Bujumbura a triplé, tandis que le revenu individuel n'a augmenté en moyenne que de 17% sur la période 2000-2007.

Evolution du prix de denrées alimentaires essentielles au Burundi, 2003-2009

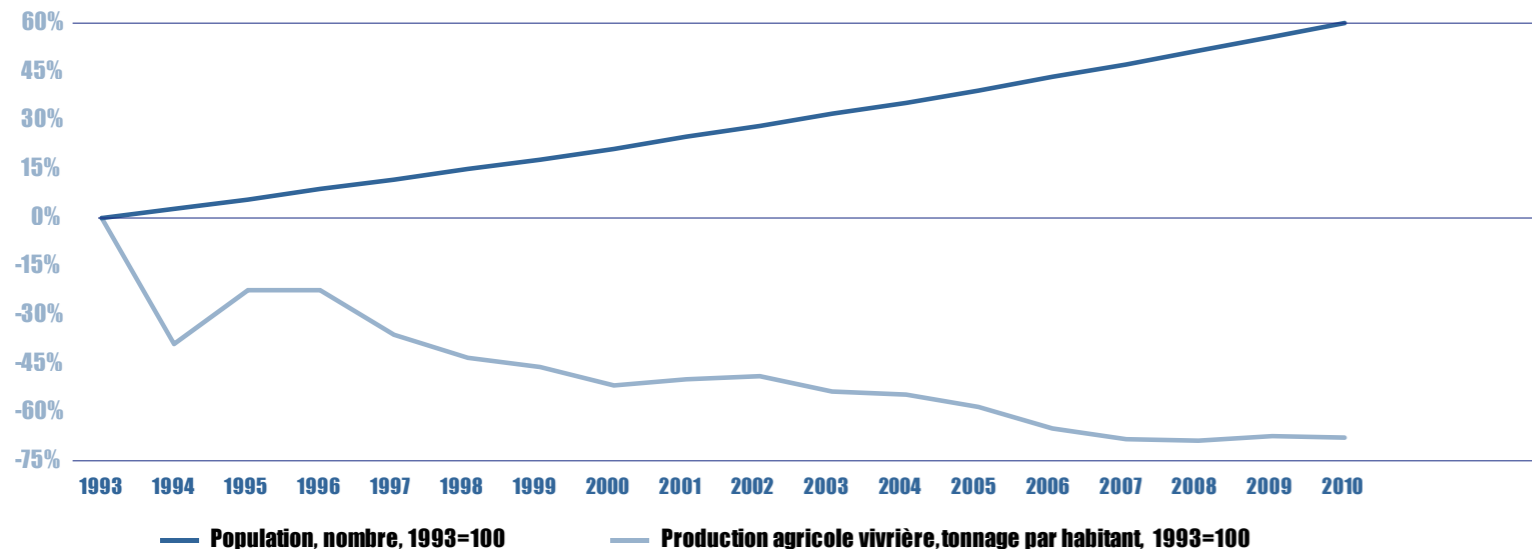


Pour ces mêmes raisons, les stocks vivriers et semenciers sont bas, car la faible production des familles les contraint souvent à consommer même la partie des récoltes qui devrait être préservée pour ensemercer les parcelles la saison suivante et l'alternative, l'achat des semences au marché, est inaccessible aux ménages aux revenus dérisoires (en 2010, dépenser 18 000 Fbu pour acquérir de quoi planter un quart d'hectare en haricots est très souvent hors de la portée des démunis). C'est encore un domaine où la FAO intervient, en fournissant directement les semences aux ménages démunis (environ 300 000 ménages en 2009, soient 1 500 000 personnes).

Le paradoxe du monde agricole burundais

Au Burundi en 2010, les carences en infrastructures rurales, le faible développement des circuits de commercialisation et le faible investissement pour le développement d'activités rurales para-agricoles obligent les ménages ruraux à pratiquer une agriculture de subsistance, accroissant la pression sur les ressources naturelles. En conséquence, la productivité des cultures reste faible et, dans le contexte de forte croissance démographique dans un espace restreint et de la fragmentation excessive des parcelles cultivables qui en résulte, la production individuelle des ménages est en constante régression (graphe ci-dessous). Pour compenser cette baisse de production individuelle, les ménages ont spontanément tendance à s'orienter vers la culture de produits à haute valeur énergétique (patate douce, manioc et banane) plutôt que les produits à haute valeur nutritionnelle (légumineuses, céréales), ce qui est susceptible d'aggraver les problèmes de malnutrition.

Evolutions comparées de la population et de la production agricole vivrière au Burundi de 1993 à 2010



Dans le même temps, il importe de souligner que, en termes de tonnage global, la production de produits vivriers a recouvré dès 2002 son niveau de 1993 et est en progression (graphe page suivante). Ce relèvement global des productions de l'agriculture burundaise a été permis en particulier par l'assistance de la FAO/CAUR en semences et matériel végétal, comme les boutures de manioc (image X ci-contre), mais aussi par le support de l'expertise technique de la FAO qui a permis l'introduction de variétés productives et résistantes aux maladies. De même, le cheptel dévasté lors de la crise (le bétail est facile à piller) est en voie de reconstitution, par exemple grâce aux donations en chèvres encadrées par la FAO/CAUR (tableau ci-dessous et photographie page suivante).

50 000
chèvres distribuées

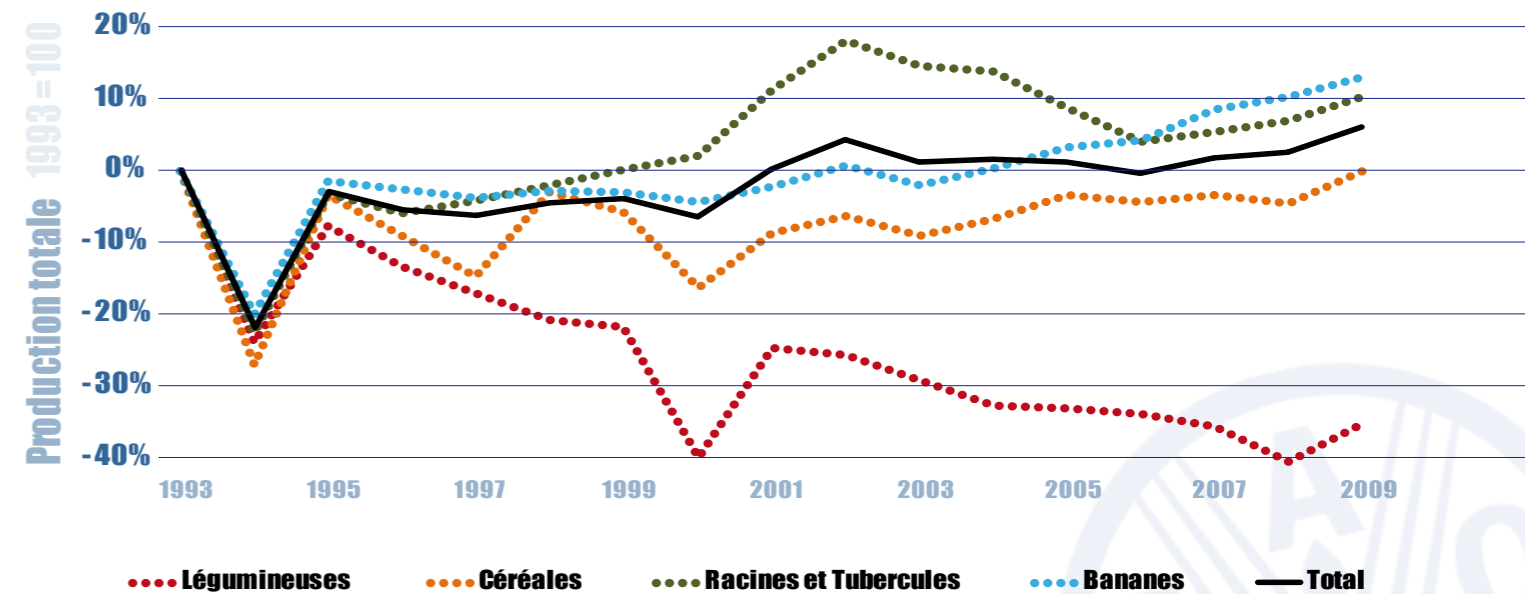
20 000
ménages bénéficiaires

100 000
individus bénéficiaires

Dotation de caprins aux bénéficiaires de la FAO/CAUR (2008-2010)

Ainsi, si pour les agriculteurs dont les surfaces individuelles et les productions diminuent, les perspectives d'avenir semblent décourageantes, pour les experts de la FAO des signes encourageants se multiplient aussi et nous invitent à persévérer.

Productions annuelles agricoles vivrières au Burundi, comparaison avec l'année 1993



Prélèvement d'échantillons de sang dans le cadre d'une étude épidémiologique à Cibitoke 2008, Financement Espagne



**Recapitalisation du cheptel
Financé par la Belgique,
la Suède, le Royaume-Uni et
l'Union Européenne
(2009)**

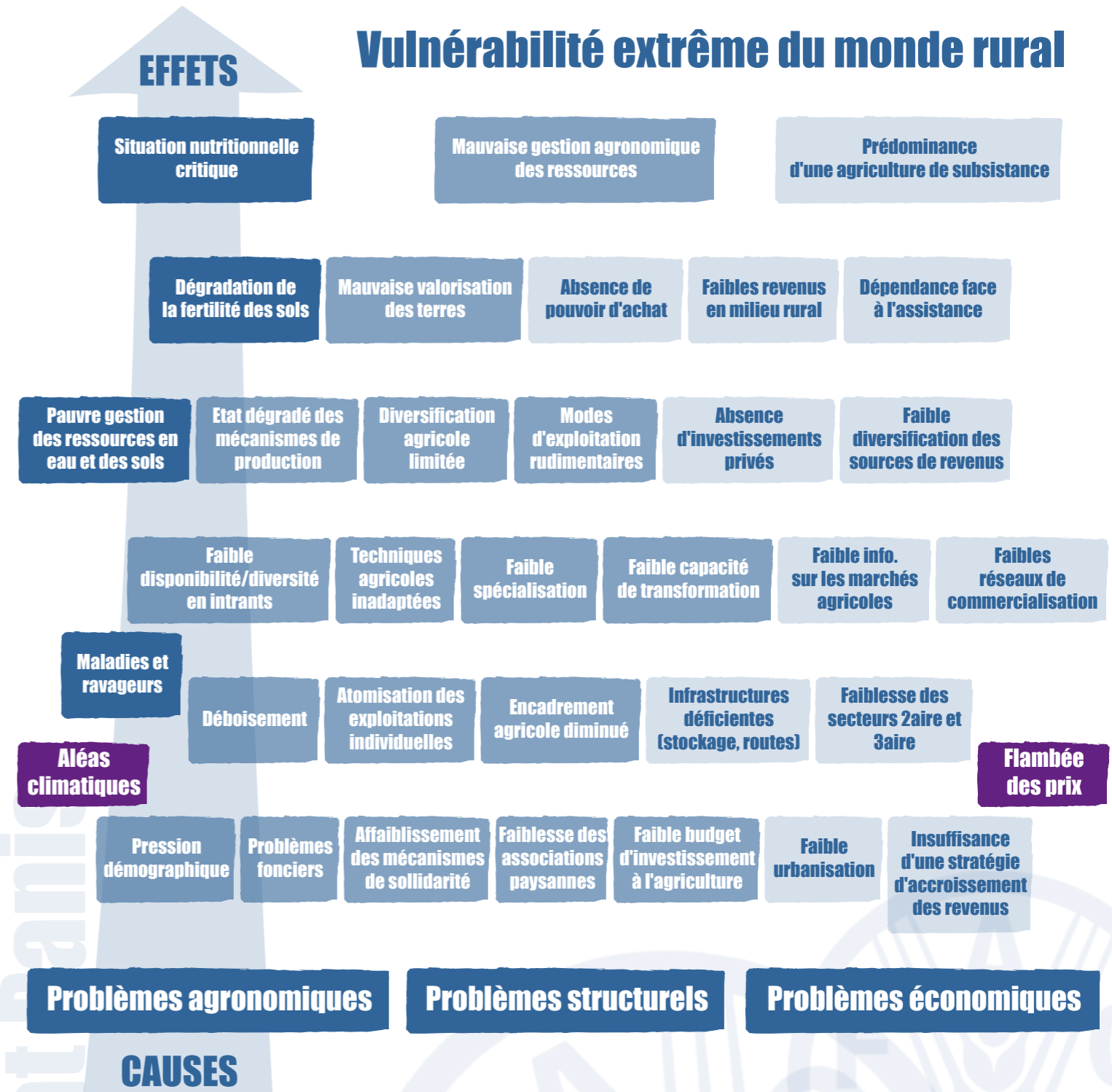


Une agriculture de subsistance mais qui produit plus de 95 % de l'alimentation disponible au Burundi

(multiplication du manioc, 2009, projet régional financé par l'Union Européenne-ECHO)

II.3. L'arbre à problèmes

L'analyse globale de la situation a permis au groupe d'experts de la FAO d'établir l'architecture et l'enchaînement des problèmes d'envergure nationale. Cet arbre à problème est représenté ci-dessous. En rouge sont mises en évidence les causes contextuelles de la persistance dans la détresse des populations rurales : la flambée des prix et les aléas climatiques. Notons que le monde agricole décrit comprend les fermiers, les agri-éleveurs et les pêcheurs.



Distribution de chèvre aux bénéficiaires à Rutana avril 2010 : Recapitalisation des ménages, financement belge



3/ LES ATOUTS ET AVANTAGES COMPARATIFS DE LA FAO/CAUR



III. Les atouts et avantages comparatifs de la FAO/CAUR

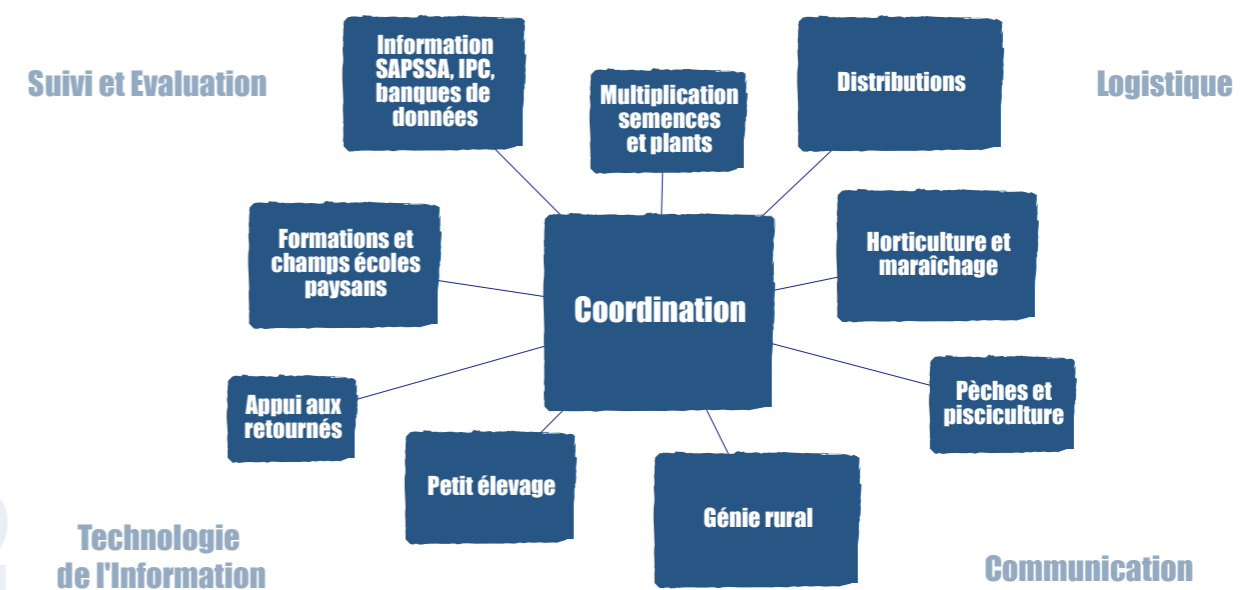
III. 1. Présentation de l'équipe

Présente dans toutes les provinces du pays depuis plus de 14 ans, la Coordination des Opérations agricoles d'Urgence et Réhabilitation (FAO/CAUR) a tissé un réseau de partenariat opérationnel avec les services spécialisés du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE), les ONG nationales ou internationales et les particuliers, dans le cadre de différents forums de concertation sur la sécurité alimentaire au Burundi.

La FAO/CAUR a ainsi accumulé une expérience reconnue dans le domaine du suivi de la sécurité alimentaire et dans la coordination des réponses appropriées aux besoins des ménages vulnérables et des organisations paysannes.

Cette capacité confirmée de la FAO/CAUR est à mettre à l'actif de ses ressources humaines. La FAO/CAUR compte 18 experts permanents, nationaux et internationaux. Tous sont de niveau universitaire avancé, sont multidisciplinaires mais ont leur secteur de prédilection, comme exposé dans le diagramme suivant. En outre, suivant les charges de travail et la répartition géographique des activités, la FAO/CAUR recourt au recrutement d'ingénieurs supplémentaires nationaux ou au « pool » d'ingénieurs de la FAO à Rome. Par ailleurs, les actions de la FAO/CAUR sont soutenues par un dispositif interne immédiatement opérationnel d'information, de logistique, de suivi et de communication. Diagramme de la FAO Urgences et Réhabilitation au Burundi.

Diagramme de la FAO Urgences et Réhabilitation au Burundi.



En outre, la FAO/CAUR a tissé un réseau de liens étroits avec les acteurs majeurs de la sécurité alimentaire et de la réhabilitation et une communication permanente est établie entre la FAO/CAUR, les bailleurs et les pays donateurs, les agences des Nations Unies et les institutions nationales.

III. 2 Les réalisations antérieures de la FAO/CAUR au Burundi

Le contexte et la nature des actions entreprises par la FAO/CAUR au Burundi ont beaucoup évolué durant ses 14 ans d'existence. Ses activités ont permis le franchissement d'étapes importantes qui reflètent l'expérience acquise par l'équipe d'experts. Les principales sont évoquées ci-dessous.

- ▶ Mise en place généralisée d'un processus personnalisé de remise d'intrants aux bénéficiaires vulnérables, où les effets pervers sont limités au minimum : les Foires aux Semences ;
- ▶ Introduction d'espèces et variétés végétales à haut rendement, auparavant inconnues et désormais cultivées sur tout le territoire national ;
- ▶ Recherche, introduction, multiplication et dissémination de variétés végétales résistantes aux maladies ;
- ▶ Recapitalisation des ménages par la reconstitution du cheptel décimé par la guerre : caprins, volailles et augmentation corollaire de la production vivrière par l'utilisation du fumier ;
- ▶ Mise en place d'un processus complet de certification des semences au niveau national ;
- ▶ Mise en place et développement de formations rurales participatives, dont les Champs Ecoles paysans ;
- ▶ Distribution de semences maraîchères. Dès la création de la FAO/CAUR Burundi en 1996, la distribution a couvert l'ensemble du pays et la FAO/CAUR a été à certains moments la seule source de semences maraîchères au niveau national ;
- ▶ Sauvetage du patrimoine génétique des cultures menacées de disparition ;
- ▶ Relance de l'approvisionnement des marchés locaux et du mécanisme d'échanges inter- et intra-communautaire en semences de qualité ;
- ▶ Renforcement des structures associatives composées de ménages vulnérables et aide à la relance de leur production agricole ;
- ▶ Mise en place d'un système d'information sur la sécurité alimentaire et surveillance de la sécurité alimentaire incluant le suivi régulier des indicateurs clés afin d'alerter à temps la communauté humanitaire, le gouvernement, les bailleurs de fonds, etc. sur les risques de crises humanitaires ;
- ▶ Collecte et stockage dans une banque de données des informations sur la sécurité alimentaire incluant les prix agricoles, les revenus et dépenses des ménages, la disponibilité des intrants, les productions agricoles, les rendements des cultures, la disponibilité des aliments. L'accès à ces données est public ;
- ▶ Production mensuelle d'un bulletin d'information sur l'état de la sécurité alimentaire ainsi que sa diffusion à 400 personnes et organisations au niveau local et international ;
- ▶ Mise en place d'un système de classification standardisée par rapport à la sous-région des phases humanitaires (IPC) ainsi que sa mise à jour régulière 2 fois par an. Le rapport IPC fait objet d'une validation par les autorités gouvernementales et les différentes organisations partenaires. Il est devenu pour la communauté humanitaire oeuvrant au Burundi un instrument de prise de décision quant aux zones et niveaux d'intervention ;
- ▶ Animation du Groupe de Coordination Sécurité Alimentaire et Nutrition GSAN qui regroupe le gouvernement (MINAGRIE, CNCA, etc.), les agences des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF, UNOCHA, etc.), les ONG internationales (CRS, OXFAM, FLM, World Vision, etc.), les ONG locales et tous les autres partenaires du secteur sécurité alimentaire et nutrition. Le GSAN est devenu le seul CLUSTER totalement opérationnel pour constituer un forum d'information et d'échanges sur la nutrition et la sécurité alimentaire.

Aussi importantes que les réalisations effectives sont les enseignements tirés de 14 ans d'expérience de travail au sein du monde agricole au Burundi et la connaissance intime des habitants que les experts de la FAO/CAUR ont développée. Ces enseignements, la FAO/CAUR les capitalise et les partage généreusement avec ses partenaires ou, au gré de simples conseils, ses visiteurs qui envisagent une action de leur choix et se demandent en premier lieu si elle sera viable. Vaches ou volailles ? Race améliorée ou rustique ? Quelle variété de riz est la plus appropriée ? Les gens de cette province aiment-ils le tournesol ? Est-ce que cela a déjà été tenté ? Comment distribuer, comment suivre les progrès ? sont des exemples de sujets souvent abordés.

III. 3. Les outils FAO de diagnostic et d'analyse et leurs résultats

La FAO/CAUR dispose d'outils puissants qu'elle utilise en permanence pour l'obtention d'informations, l'analyse des contextes et des réponses à apporter, mais aussi pour l'établissement de protocoles de prévention des catastrophes. Ces outils sont gérés par la FAO/CAUR dans le cadre de ses programmes de soutien aux ménages vulnérables. Toutefois, les outils et leurs résultats sont aussi disséminés et utilisés par les partenaires de la FAO pour prévenir et gérer des situations qui affectent leurs bénéficiaires qui ne sont pas nécessairement les mêmes ménages que la FAO assiste.

III. 3.1- L'analyse IPC

La méthodologie du **Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire** (IPC) consiste à classer les différentes zones analysées en phase d'insécurité alimentaire, sur base d'une comparaison des preuves directes avec des seuils internationalement reconnus. L'analyse IPC est conduite au travers du comité de pilotage IPC, sous l'égide du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE), avec le soutien technique et financier de la FAO. La grille de classement IPC et de ses indicateurs est donnée en annexe.

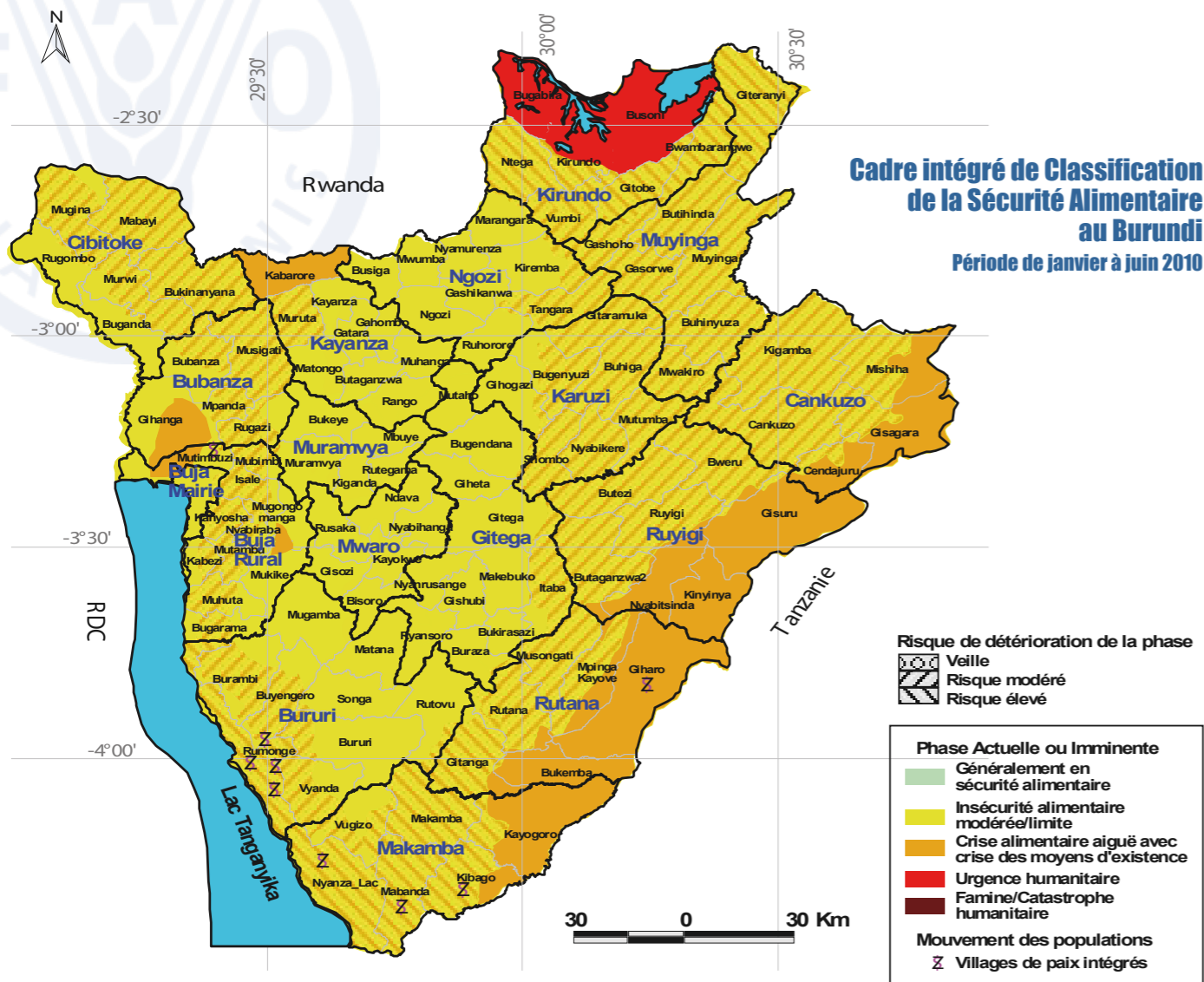
Illustration : la classification IPC au Burundi au premier semestre 2010 :

Le rapport IPC publié en Novembre 2009 confirmait que la sécurité alimentaire s'était dégradée en 2009 sur l'ensemble du pays. Ce rapport constituait l'aboutissement du 5ème cycle d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire au Burundi selon la méthodologie IPC. Au démarrage de la saison 2010 A, le même rapport IPC estimait déjà que 5 à 15 % des cultures de haricots avaient souffert de la rupture des pluies lors des semis précoces de mi-septembre à octobre 2009.

Effectivement, les évaluations de terrain des mois suivants ont confirmé que, du fait des perturbations climatiques survenant durant la saison 2010 A, combinées à la persistance de la mosaïque sévère du manioc et à la pression sur les ressources due au rapatriement, la zone des dépressions de l'est du pays serait maintenue durant le premier semestre 2010 en phase III de « Crise Alimentaire Aiguë avec Crise des Moyens d'Existence ».

Dans le même temps la zone du nord connue sous le nom de Bugesera (comprenant notamment la Province de Kirundo) a été classée pour le premier semestre 2010 en phase IV. En effet, outre l'échec de la saison 2010 A, il y a dans cette région à la fois absence de stocks de semences et de réserves alimentaires. La population commençait dès le début 2010 à adopter des mécanismes de détresse ou quitter la région. Cette région naturelle du Bugesera est, au premier semestre 2010, en situation d'urgence humanitaire.

Le reste du pays est en phase II d'Insécurité Alimentaire Modéré/Limite avec un risque de passer en phase III.



III. 3.2. L'analyse SAP SSA

L'analyse SAP SSA (Système d'Alerte Précoce – Surveillance de la Sécurité Alimentaire) est un processus de collecte de données mensuelles sur le niveau d'accès aux facteurs de production, les disponibilités et l'accès alimentaires. Comme l'IPC, les analyses SAP SSA sont critiques dans l'identification de tendances, la détection de menaces et l'élaboration de réponses rapides. Disséminés mensuellement et automatiquement par e-mail à plusieurs centaines d'intervenants de la Sécurité Alimentaire et de la Santé au Burundi, les bulletins SAP SSA sont un outil essentiel de planification et de coordination des opérations d'aide humanitaire au Burundi.

Illustration : quelques faits marquants des analyses SAP SSA au Burundi au premier semestre 2010 :

Les analyses SAP SSA en 2009 avaient révélé que les revenus monétaires des ménages restent bas, à environ 17 000 Fbu par mois, tandis que la rémunération de la main d'œuvre, de 1 000 Fbu par jour, ne permet pas l'achat de plusieurs denrées alimentaires pourtant essentielles comme le riz, l'huile de palme, les viandes ou le poisson. En effet, ce montant ne couvre que le quart des besoins alimentaires d'un ménage : deux actifs d'un ménage doivent travailler deux jours pour couvrir les besoins alimentaires du ménage pour une seule journée.

Bien que la vente de leur main d'œuvre constitue la source principale de revenu pour les ménages, les opportunités pour y accéder sont faibles ; cela conduit à l'épuisement rapide des stocks des ménages.

L'analyse SAP SSA de fin 2009 révèle que 50% des aliments des ménages doivent nécessairement provenir du marché ; or, les prix sont désormais hors du pouvoir d'achat des populations pauvres, et souvent même des classes populaires.

L'analyse SAP SSA de l'évolution des prix des principales cultures (le haricot, la farine de manioc et la patate douce), à partir des données réunies lors d'une mission conjointe FAO-partenaires pour l'évaluation des récoltes de la saison 2010 A, a confirmé la tendance à l'augmentation des prix : le prix du haricot a doublé durant les cinq dernières années, celui de la farine de manioc a augmenté de 51%, ou 28% pour la patate douce. Entre décembre 2008 et décembre 2009 seuls, les prix de ces produits ont connu respectivement une hausse de 12%, 18% et 20%. L'analyse FAO de tels indicateurs, combinés avec d'autres paramètres du contexte agricole, sanitaire et socio-économique du pays, permet de conclure que la population rurale et périurbaine persiste à vivre dans un état de pauvreté et d'insécurité alimentaire chronique critiques.

Autres signes de détresse relevés lors de la collecte des indicateurs et l'analyse SAP SSA début 2010, des déplacements internes et externes ont été rapportés en province Kirundo. Dans cette région du Bugesera, suite à l'insécurité alimentaire, des ménages bradent tous leurs biens et quittent leurs propriétés pour se réfugier en particulier au Rwanda voisin.

III. 3.3. Les Champs Ecoles Paysans

L'approche des Champs Ecoles Paysans (CEP) ou « Farmer Field School (FFS) » a été développée pour la première fois en 1989 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Au Burundi, l'approche CEP a démarré ses activités en 2009 par le projet PARSE du FIDA qui bénéficie de l'appui technique des consultants de la FAO. Depuis, la mise en place des CEP et ses résultats positifs se sont multipliés.

Un CEP est une méthode basée sur le principe de l'apprentissage pour adultes et est souvent décrit comme une école sans murs où les agri-éleveurs apprennent par observation, par action et par l'expérimentation dans leurs propres champs. Ceci leur permet d'améliorer leurs compétences en gestion et de devenir des experts techniques dans leurs propres fermes.

L'approche CEP utilise des techniques d'apprentissage expérimental et participatif. Plutôt que dicter aux agri-éleveurs ce qu'il devraient faire, l'approche CEP les encourage à prendre leurs propres décisions dans le fonctionnement de leur exploitation, dans laquelle il mettent en application leurs expériences antérieures et testent de nouvelles technologies. Un CEP comprend habituellement un groupe de 20-30 fermiers qui se rencontrent régulièrement, généralement une fois par semaine, durant tout le cycle de production, avec l'aide d'un facilitateur formé par la FAO/CAUR (le facilitateur est lui-même un fermier, pas un enseignant). Après la période de formation, les fermiers continuent à se rencontrer et à partager leurs informations d'une manière autonome, en recourant de moins en moins au facilitateur.

Les Champs Ecoles Paysans visent à:

- ▶ Renforcer les connaissances et les compétences des fermiers pour qu'ils deviennent des experts techniques dans leurs propres champs ;
- ▶ Aiguiser leur capacité à prendre des décisions critiques et raisonnées en vue d'augmenter la rentabilité à long terme de leurs exploitations ;
- ▶ Promouvoir de nouvelles façons de penser et de résoudre les problèmes ;
- ▶ Aider les fermiers à apprendre comment mieux gérer leur quotidien et celui de leurs communautés ;
- ▶ Intensifier les échanges entre les fermiers, les agents de vulgarisation et les chercheurs, de façon à pouvoir travailler ensemble pour tester, évaluer et adapter une variété d'options dans le respect du contexte local.



Un champ Ecole Paysan en province Gitega (2009, financement FIDA)

III. 3. 4. Les coordinations GSSAN

La Coordination des Opérations d'Urgence et de Réhabilitation Agricoles (FAO/CAUR) anime un forum de coordination des urgences et réhabilitations agricoles et nutritionnelles depuis 1996, le « **Groupe de coordination Sécurité Alimentaire et Nutrition (GSSAN)** », en étroite collaboration avec le Gouvernement, le PAM et l'UNICEF. Ce forum connaît en moyenne la participation de 30 ONG, y compris les partenaires d'exécution de la FAO/CAUR, des agences des Nations Unies (PAM, UNHCR, UNICEF, UNOCHA, FAO), du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, du Ministère de la Santé (LMTC) ainsi que les bailleurs de fonds. Ce dispositif avalise les actions en faveur des populations sinistrées, principalement la validation de la cartographie des évaluations des besoins d'assistance en intrants agricoles en début de chaque saison, la répartition équitable des disponibilités et la mise en œuvre du plan d'acheminement de l'aide (du ciblage des bénéficiaires à la distribution). La plaidoirie, la planification et l'exécution des projets d'urgence développées au sein de cette structure ont permis d'octroyer des intrants agricoles à 400 000 ménages vulnérables par an durant les périodes critiques des crises alimentaires. L'expérience considérable accumulée et développée au sein de ce groupe a fait de la FAO/CAUR au Burundi un des précurseurs de l'actuelle politique de coordination des aides d'urgence de la Division des Urgences et Réhabilitations de la FAO.

Page de droite:

photo du haut: Récolte du haricot issue de l'assistance de la FAO, saison 2009, financement : Suède

photo du bas: Promotion de la culture de tournesol en province Kirundo – alimentation de l'usine de Mutwenzi, 2009, financement Belgique



En marge de la coordination des actions humanitaires, la FAO/CAUR coordonne la relance agricole, afin qu'elle soit à la portée des plus vulnérables, par l'organisation de la production des semences de qualité, le repeuplement du cheptel, la réhabilitation des marais et du parc d'arbres fruitiers, les formations ainsi que l'appui spécifique aux groupements vulnérables, notamment par le maraîchage.

III. 3. 5. L'analyse des risques majeurs

Parmi les outils dont dispose la FAO, l'analyse des risques majeurs est un outil important pour planifier toutes les actions, en particulier pour anticiper les contraintes opérationnelles dans le cas éventuel d'une détérioration grave de l'environnement de travail. Contrairement aux risques classiques routiniers pour lesquels des processus de gestion ou des recherches d'alternatives sont planifiés dès la conceptualisation d'un projet, les risques majeurs sont des éventualités contre lesquelles les capacités de réponse de la FAO sont limitées. L'analyse FAO des risques majeurs permet ainsi aux analystes du secteur de la sécurité alimentaire (notamment les institutions ou gouvernements bailleurs) d'évaluer les impacts probables de situations possibles annoncées et de coordonner leurs actions.

Analyse des risques majeurs liés à la programmation

Les informations contenues dans ce tableau résultent directement des conclusions de l'analyse du contexte économique mondial et du contexte sociopolitique au Burundi pour l'année 2010.

Hypothèses	Impact probable	Probabilité	Risques majeurs
Les bailleurs de fonds diminuent l'enveloppe financière allouée à l'assistance agricole d'urgence.	En cas de mauvaises récoltes, de nombreux ménages vulnérables ne sont pas assistés à la hauteur de leurs besoins et demeurent en situation d'insécurité alimentaire.	Elevée	L'assistance, dont celle de la FAO, ne subvient pas aux besoins de la population ; Risque d'effondrement social et déstabilisation du processus de consolidation de la paix.
Réduction des partenariats potentiels avec les partenaires opérationnels.	Problèmes de ciblage des bénéficiaires, de collecte de l'information à la base et de suivi des activités de terrain.	Elevée	Difficulté de suivi des réalisations, en particulier l'encadrement des ménages repères du SAP SSA et des structures associatives bénéficiant des activités de réhabilitation.
Les bailleurs de fonds mettent en priorité les opérations d'urgence en cas de catastrophes en réduisant le financement du volet réhabilitation.	Les ménages vulnérables ne sont pas suffisamment soutenus pour évoluer vers un système socio-économique autonome et productif.	Moyenne	La pérennisation de certaines actions (l'entretien des marais, hangars de stockage et autres infrastructures réhabilitées) n'est pas assurée.
Les actions financées entraînent une dispersion au niveau des activités et des zones d'intervention.	Impact mineur de chaque action sur le redressement collectif. Les experts de la FAO mobilisent un temps considérable aux déplacements de suivi de chaque projet sur le terrain.	Moyenne	Persistance d'un niveau élevé de vulnérabilité dans chaque zone ; Le recrutement d'experts additionnels à la FAO est nécessaire dans plusieurs disciplines pourtant déjà représentées à la FAO.
Les critères de ciblage des bénéficiaires ne sont pas suffisamment partagés par tous les acteurs.	Inhibition de l'initiative privée pour l'auto-développement. Inégalité de traitement, marginalisation d'éléments de la population.	Faible	Mauvaise allocation des ressources d'aide humanitaire. Persistance de la dépendance et accoutumance à l'assistance humanitaire.

Analyse des risques contextuels majeurs

De nouveaux éléments sont apparus depuis 2008-2009 parmi les risques contextuels, notamment la concrétisation de la forte augmentation des prix des produits alimentaires et non alimentaires de grande consommation, la présence de centaines de milliers de déplacés récents au Sud-Kivu en RDC et l'échec marqué dans certaines régions des saisons agricoles 2009 A et 2010 A.

Hypothèses	Impact	Probabilité	Risques majeurs
Les aléas naturels continuent à perturber les activités agricoles et détruire massivement des récoltes.	Forte diminution de la production agricole des ménages. La cohésion sociale est affectée. Les gains modestes éventuels ne compensent pas la croissance démographique.	Elevée	Forte augmentation du nombre de ménages vulnérables à assister ; La population découragée quitte l'agriculture, migrations massives ; Les bailleurs concentrent leur financement sur l'urgence immédiate aux dépens de la réhabilitation.
Afflux de réfugiés en provenance de l'Est de la RDC et/ou augmentation massive du nombre de déplacés en RDC (Sud Kivu).	Le nombre de ménages à assister augmente subitement.	Elevée	Augmentation du nombre de ménages vulnérables à assister ; Les bailleurs redirigent l'aide prévue à la réhabilitation au Burundi vers une assistance d'urgence en RDC.
Augmentation massive des prix des produits alimentaires et non alimentaires de grande consommation.	Incapacité des ménages à faible pouvoir d'achat d'assurer leurs dépenses alimentaires et non alimentaires.	Elevée	Famine et disette. Augmentation du nombre de ménages vulnérables à assister.
Les maladies des plantes perturbent les activités agricoles.	Forte diminution de la production agricole des ménages. Forte augmentation des prix des denrées alimentaires. La cohésion sociale est affectée.	Moyenne	Forte augmentation du nombre de ménages vulnérables à assister ; Des ménages découragés quittent l'agriculture et émigrent ; Les bailleurs se découragent et se désengagent du financement de l'agriculture.
Perturbations politiques et sécuritaires majeures, jusqu'à la possible émergence de nouveaux mouvements armés.	Conflit armé, déplacement massif des populations, paralysie des mécanismes de production (agricole et autres).	Moyenne	La communauté humanitaire est dans l'incapacité d'assister les populations ; Les acquis antérieurs sont annulés, les destructions sont massives.
Apparitions de zoonoses (grippe aviaire, Fièvre de la Vallée du Rift, etc.).	Diminution des productions animales et augmentation de leurs prix sur le marché	Faible	Interdiction d'importation des géniteurs ; Interdiction de faire circuler les animaux ; Morbidité et mortalité massives, dépeuplement des cheptels.

4/ PLANIFICATION DE LA REPONSE



IV. Planification de la réponse

IV.1. Le cadre conceptuel et la motivation du Plan d'Action 2011 pour le Burundi

La stratégie de réponse à la situation décrite par l'analyse du contexte s'insère dans le cadre dessiné par les options stratégiques de consolidation de la paix, un objectif (UNDAF) commun à toutes les agences des Nations Unies au Burundi, de la priorisation des actions à entreprendre au niveau national (NMTPF) et de la Stratégie Agricole Nationale.

Dans ce cadre, les opérations agricoles d'urgence et de réhabilitation de la FAO trouvent leur place naturelle dans le domaine de la sécurité alimentaire. Outre l'assistance d'urgence pure, les opérations comprennent évidemment la protection/relance de la production agricole, c'est-à-dire toutes les activités de la chaîne alimentaire jusqu'à son stade terminal : le consommateur. Outre les activités fermières, ceci inclut entre autres l'élevage, la pêche, la transformation des produits, la distribution et la commercialisation, les pratiques culinaires ou l'hygiène alimentaire.

Les interventions prévues reposent sur un système d'information qui garantit des données fiables et constamment mises à jour sur la situation des zones rurales. Ce système, parfaitement organisé, comprend l'IPC ou système de zonages de la Sécurité Alimentaire, le Système d'Alerte Précoce et de Surveillance de la Sécurité Alimentaire (SAP/SSA – bulletins mensuels et spéciaux), l'analyse et la diffusion de l'information nécessaire à l'élaboration de réponses visant la réhabilitation du secteur agricole, et également les évaluations des besoins grâce aux Evaluations des Récoltes et des Approvisionnements Alimentaires.

La stratégie proposée se positionne, en outre, sur la Stratégie Opérationnelle tracée par la Division des Urgences et Réhabilitation de la FAO, dont les fondements sont les trois piliers de la réduction et gestion des risques de catastrophe: la prévention et l'alerte précoce, l'intervention et la transition vers le développement. Le but ultime des agences FAO/CAUR est donc une prévention efficace pour un retour au développement aussi rapide que possible après une situation de crise. Il s'agit d'une prise de position de grande envergure et radicale qui considère le continuum entre la dimension à court et à long terme des crises et leurs causes profondes. Le concept sous-jacent est que les réponses aux crises dans leur dimension à court terme ne suffisent plus. Les réponses au Burundi doivent désormais être visualisées et programmées selon un cycle plus long et plus complexe qui met l'accent sur le renforcement de la capacité des institutions en même temps que le soutien aux populations.

C'est en fonction de ces options que la stratégie du plan d'action 2010-2011 pour le Burundi a été tracée.

L'objectif de ce plan d'action est de favoriser la **sécurisation du monde rural**, incitant à penser la mise en œuvre des actions afin de tendre durablement vers une réduction de la vulnérabilité. Les populations ciblées par ce Plan d'Action sont précisément les populations vulnérables, définies par les critères universellement reconnus.

La sécurisation du monde rural signifie faire sortir définitivement de la vulnérabilité autant de ménages que les moyens disponibles le rendent possible. A cet égard, un critère universel de vulnérabilité est incontestablement la faim. Or, le statut de la faim des populations ne s'améliore pas au Burundi et l'« insuffisance alimentaire » entraîne un phénomène de dépendance grave pour ses victimes, complètement démunies et dont la survie, ainsi que celle de leurs ménages, dépend de celui qui peut leur fournir nourriture et abri. Il s'agit des plus vulnérables, que la FAO/CAUR doit aider en priorité.

La situation foncière du pays voit devenir de plus en plus dramatique le rapport entre la croissance démographique et la pénurie de terre. Cette situation est sans espoir si les circonstances cloisonnent les populations dans une perspective de simple subsistance : les terres, même en élevant au maximum leur productivité, ne pourront pas répondre indéfiniment au défi démographique. Sécuriser les populations ne signifie donc pas uniquement leur donner la possibilité de produire les moyens de leur subsistance. Il faut aussi commencer à penser que cela signifie de les mettre en mesure de se procurer ces moyens sur le marché.

Quitter la dimension de l'autosubsistance pour ce pays n'est pas simplement une évolution vers une organisation économique et sociale moderne, c'est une voie pour atteindre la sécurisation de la majorité des populations rurales.

Cette option se traduit dans une stratégie qui dévoue une grande attention à tout ce qui a un impact positif sur la production agricole et l'augmentation de sa productivité et, d'autre part, vise à renforcer les structures économiques d'appui aux activités agricoles, constituées des métiers/petites entreprises qui peuvent offrir des revenus adéquats et de véritables alternatives à l'autosubsistance.

Ainsi, pour le terme court et la réponse immédiate, les mesures classiques d'intervention humanitaire doivent être adoptées (par exemple les distributions de vivres ou de semences). En revanche, pour le moyen terme, et en définitive pour le futur du pays et de ses habitants, une stratégie de sécurisation du monde rural est nécessaire.

La sécurisation du monde rural est une vision incontournable pour toute option de transition vers un développement équitable. Une vaste couche de population risque de rester complètement en dehors des mécanismes de transition si on ne prévoit pas de l'accompagner et l'assister pour émerger de sa condition de vulnérabilité.

Il est évident que le respect des **Droits de l'Homme** et les **Objectifs du Millénaire** ne peuvent être atteints dans ce pays que si on assure pour tout le monde, au-delà de la survie, un niveau acceptable minimal de qualité de vie.

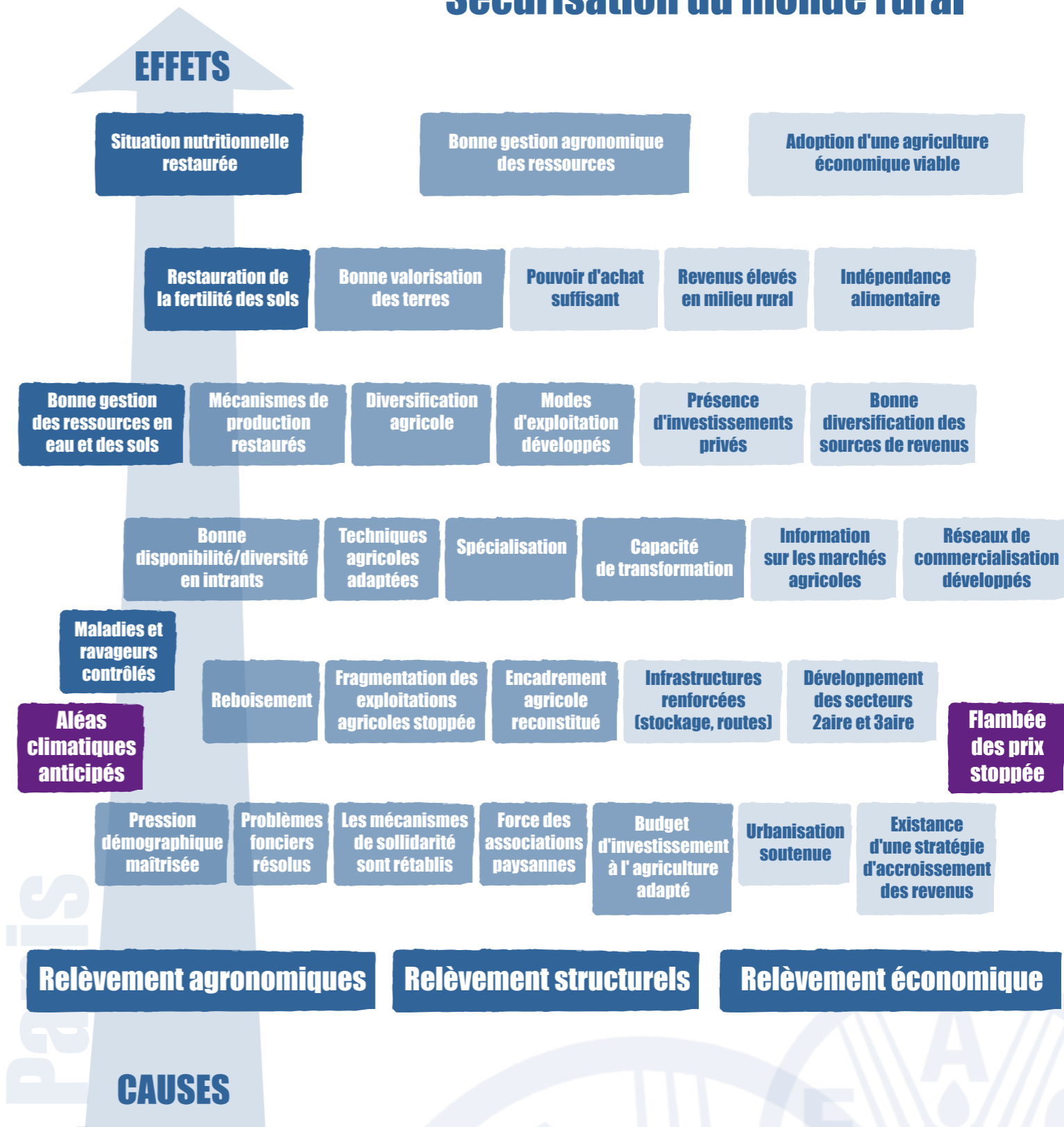
La sécurisation du monde rural est aussi une condition indispensable à la consolidation de la paix, car les populations épanouies et libérées de l'appréhension pour leur propre survie et celle de leur famille, pourront trouver les motivations pour envisager des perspectives communes.

IV.2. Les objectifs du Plan d'Action

Disposant du programme de gestion des désastres et ayant établi l'arbre des problèmes précédemment exposé, avec les sources potentielles majeures de crises graves dans son domaine d'intervention, la FAO/CAUR au Burundi a pu établir le Cadre des objectifs de son action pour la période 2010-2011, représenté dans « l'Arbre à Objectifs » ci-contre.

Arbre à objectifs

Sécurisation du monde rural



Les objectifs de la FAO/CAUR peuvent être concrétisés de la façon suivante :

Objectif global :

Contribuer à la consolidation de la paix et à la réduction de la détresse économique et alimentaire au Burundi en permettant un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, et aux moyens de progresser hors de l'agriculture de subsistance vers une agriculture diversifiée génératrice de revenus.

Objectif spécifique :

Contribuer à la sécurisation du monde agricole par la restauration de la sécurité alimentaire et la sortie de la vulnérabilité.

- ▶ Résultat 1 : L'insécurité alimentaire et la malnutrition chronique¹², ainsi que la nécessité d'opérer dans l'urgence, sont éliminées (support agronomique d'urgence).
- ▶ Résultat 2 : La productivité agricole est améliorée grâce à une approche intégrée incorporant la valorisation de tous les potentiels agronomiques possibles (support agronomique technique).
- ▶ Résultat 3 : Les sources de revenus agricoles et para-agricoles sont multipliées et permettent aux ménages de réaliser des profits (support agro-économique).

IV.3. L'approche programmes FAO/CAUR 2010-2011

Concrètement, les objectifs de la FAO CAUR seront atteints par des actions réalisées dans le cadre de programmes. En effet, même si les opérations d'urgence restent nécessaires, le contexte de consolidation de la paix implique d'envisager des actions intégrées avec des ambitions de résultats à moyen terme.

A cet égard, les projets sont des actions visant la correction d'anomalies, telles que l'assistance en semences dans une région du pays, suivant une sécheresse ou des inondations, la construction de hangars de stockage ou la réhabilitation d'infrastructures hydro-agricoles là où ces installations ont été détruites par des intempéries, ou là où une population nouvellement retournée n'en dispose pas, ou encore une campagne de vaccination suite à l'annonce de la menace de l'apparition d'une épizootie.

Ces projets peuvent avoir des résultats durables, mais ils visent en premier lieu à répondre à une situation urgente de mise à disposition des populations vulnérables des moyens de produire et, dans la mesure du possible, de s'auto-suffire en denrées alimentaires.

En revanche, les programmes sont des actions de plus longue durée, dont les résultats vont être acquis progressivement. Les programmes comportent, par exemple, la mise en place au niveau national d'une organisation de certification des semences et de contrôle qualité à tous les niveaux de la chaîne commerciale, accompagnant la dissémination et la multiplication de variétés à cycles courts de production et résistantes aux risques majeurs ; la mise en place, le suivi et le contrôle de la petite pêche littorale, souvent pratiquée dans des conditions chaotiques par des démunis pour lesquels les préoccupations environnementales sont secondaires ; ou encore le renforcement des capacités institutionnelles nationales dans la mise en place d'un système exhaustif de collecte d'information, d'alerte précoce et de réaction rapide autonome.

¹² Le taux de malnutrition chronique (manifesté par un retard de croissance) au Burundi est supérieur à 50% depuis l'an 2000 et ne s'améliore pas. Il atteint 65,6% en province Kirundo en 2010.



Pêche des poissons juvéniles / destruction des écosystèmes, réduction des volumes de production des pêcheurs (restauration des frayères en Province Makamba - proposition en cours).

Nous exposons dans la section suivante les sept programmes thématiques qui débiteront dès la période 2010-2011 et que la FAO/CAUR au Burundi propose à ses partenaires financiers.

Programme thématique proposé	Financement sollicité (Éq. \$ EU)
Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation	5 000 000
Appui à la réintégration socio-économique des personnes retournées dans la communauté d'accueil	10 000 000
Renforcement des capacités de réaction des ménages vulnérables aux aléas naturels	5 000 000
Amélioration des moyens d'existence des personnes vulnérables vivant en zones périurbaines par l'initiation aux activités agricoles et para-agricoles génératrices de revenus	10 000 000
Renforcement de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables ayant de très petites exploitations agricoles	8 000 000
Réhabilitation des zones à haut potentiel de production et des infrastructures rurales	15 000 000
Promotion des activités d'intensification et de diversification agricoles en faveur des ménages vulnérables	8 000 000
TOTAL	61 000 000

IV.3.1. L'approche transversale : la coordination

Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation
Résultats : Support d'urgence, support technique, support économique
Budget proposé : 5 000 000 \$ Etats-Unis

Contexte

La Coordination des Opérations Agricoles d'Urgence de la FAO a été initiée en 1996 afin de mener une série d'activités visant à appuyer le Gouvernement du Burundi, à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE). Un forum regroupe le MINAGRIE, les bailleurs de fonds, les agences onusiennes et les ONG et œuvre dans le domaine de la Sécurité Alimentaire, en concertation, sur l'analyse de la situation alimentaire, l'évaluation des besoins des ménages vulnérables et la planification des réponses.

Dans le cadre du lancement du relèvement économique et de la sécurisation du monde rural, la Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation doit mettre en place de nouveaux systèmes de collecte d'information au niveau national et participer aux planifications régionales, pour aider le Gouvernement à assurer une meilleure analyse de la vulnérabilité, de l'évaluation des besoins et de la planification de la réponse à donner aux ménages vulnérables. Dans le même temps, la phase actuelle de transition vers la réhabilitation puis le développement nécessitent la collecte et la publication d'informations statistiques précises par les experts de référence que sont ceux de la FAO.

Les activités proposées:

- ▶ Evaluation des disponibilités, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle ;
- ▶ Appui au Gouvernement pour l'organisation et la planification de la réponse aux crises alimentaires en collaboration avec les bailleurs de fonds et les autres intervenants du secteur humanitaire et alimentaire ;
- ▶ Renforcement du Système d'Alerte Précoce et de Surveillance de la Sécurité Alimentaire (SAP/SSA), de l'Analyse et de la Cartographie standardisée de la sécurité alimentaire (IPC) ainsi que la consolidation d'une base de données agricole en collaboration avec le MINAGRIE ;
- ▶ Maintien d'une capacité de réponse rapide en cas de catastrophe majeure ;
- ▶ Suivi et Evaluation des programmes pour maîtriser l'impact des activités menées en faveur des ménages vulnérables et les réajustements en conséquence ;
- ▶ Plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur des vulnérables ;
- ▶ Communication et visibilité pour informer les intervenants dans le domaine de la Sécurité Alimentaire sur les actions de la FAO/CAUR ;
- ▶ Enquêtes détaillées sur tous les secteurs agricoles et para-agricoles pour l'acquisition de bases de données de référence afin d'évaluer précisément l'évolution des programmes de réhabilitation.

Les résultats attendus:

- ▶ Une réunion du « Groupe Sécurité Alimentaire et Nutrition » est organisée chaque mois ;
- ▶ Après chacune des saisons culturales A et B, le nombre de ménages vulnérables par commune située dans le besoin d'une assistance agricole et d'une aide alimentaire d'urgence est publié ;
- ▶ Les menaces agricoles et alimentaires sont rapidement décelés et communiqués et une carte des phases de sécurité alimentaire (IPC) est produite tous les six mois ;
- ▶ Les données sur la disponibilité et l'accès alimentaire, ainsi que leur évolution dans le temps, sont disponibles dans la base de données ;
- ▶ Le site FAO Burundi devient un pôle de concentration des intervenants de la Sécurité Alimentaire au Burundi ;
- ▶ La réponse à donner aux besoins des ménages vulnérables est planifiée au niveau national ;
- ▶ L'impact des réponses données sur l'économie des ménages est systématiquement évalué par l'équipe du « Monitoring & Evaluation ».

IV.3.2. L'approche transversale systématique dans les actions

Dans tous les projets ou programmes gérés par la FAO/CAUR, des aspects sont pris en compte systématiquement (aspects transversaux), dès la conception des travaux, puis durant le processus de réalisation. Ces aspects font aussi l'objet de suivi et évaluation de leurs performances et impacts. Ces approches peuvent constituer le cœur de la mise en œuvre de certaines actions, mais elles ne sont jamais oubliées dans aucune action.

Le concept de sécurité alimentaire a subi une évolution au fil des ans, grâce à l'attention de plus en plus intégrée accordée aux dimensions sociales, sexuelles, écologiques, techniques et économiques du problème. En particulier, un défi majeur à relever dans ce domaine consistera à poursuivre l'égalité dans l'accès des femmes aux ressources leur permettant de produire des aliments, et dans leurs possibilités d'acheter les vivres qui n'ont pu être produites sur place, accroissant de la sorte leur capacité à assurer la sécurité alimentaire de leur ménage et, par extension, celle de tout le pays.

- ▶ Le ciblage (identification) des bénéficiaires, une étape cruciale de sélection sur base des critères définis en fonction des objectifs du projet et visant une catégorie spécifique de personnes parmi l'ensemble de la population d'une zone déterminée ;
- ▶ La prévention et la gestion des risques de catastrophes grâce à un système fonctionnel de surveillance et d'alerte précoce ;
- ▶ L'augmentation de l'implication des femmes dans les actions entreprises ;
- ▶ La sélection d'intrants et de techniques permettant aux femmes de limiter le temps passé dans les champs ;
- ▶ Le problème d'accès à la propriété, à la terre en général, pour les femmes en particulier ;
- ▶ L'intégration des besoins des jeunes, la création d'emplois pour promouvoir leur futur ;
- ▶ La création d'emplois en général ;
- ▶ L'appui au microcrédit rural et aux initiatives d'autofinancement des familles rurales ;
- ▶ Le soutien aux victimes du VIH/SIDA et autres maladies majeures invalidantes, aux femmes victimes de violences (VBG) ;
- ▶ Le développement et la multiplication d'activités génératrices de revenus dans le secteur para-agricole en amont et en aval de la production ;
- ▶ L'amélioration de l'état nutritionnel des populations par la sensibilisation à de meilleurs choix de menus parmi les possibilités locales, de meilleures pratiques culinaires et d'hygiène ;
- ▶ La protection de l'environnement ou sa réhabilitation lorsqu'il est dégradé, comme la réhabilitation des frayères, la protection des marais et l'aménagement des bassins versants ;
- ▶ Le renforcement des partenariats entre la FAO et les autres acteurs de la Sécurité Alimentaire et de la nutrition ;
- ▶ Le renforcement des capacités par des formations individuelles ou collectives, lors d'ateliers ou séminaires, à travers différentes approches comme les Champs-Ecoles Paysans ou la formation continue ;
- ▶ La récupération et recapitalisation des terres marginales et dégradées ainsi que la mise en valeur de terres vierges ;
- ▶ L'entretien et la pérennisation des infrastructures et matériels accordés aux bénéficiaires ;
- ▶ La constitution d'une base d'information de référence et la gestion d'une base de données.
- ▶ La communication et la dissémination de l'information, en particulier des résultats encourageants qui peuvent motiver les autres communautés.



Maraichage pour les rapatriés à Rukaramu, 2009, financement CERF-UNOCHA

Foire aux semences de pomme de terre de qualité à Kayanza, 2010, Financement Union Européenne



Les femmes, les jeunes et les ménages les plus vulnérables sont les cibles prioritaires de la FAO/CAUR



IV.3.3. Les programmes thématiques FAO/CAUR 2010-2011

Thème I : Appui à la réintégration socio-économique des personnes retournées dans la communauté d'accueil
Résultats : Support d'urgence, support technique, support agro-économique
Budget proposé : 10 000 000 \$ Etats-Unis

Contexte

Les personnes retournées (rapatriés, démobilisés, ex-déplacés, ex-enfants soldats, etc.) arrivent dans un environnement fragilisé par la paupérisation des communautés d'accueil affectées elles-mêmes par les traumatismes passés, ou récents tels les accidents climatiques, et l'insuffisance en opportunités d'emplois en milieu rural comme urbain. La situation est particulièrement précaire pour les nombreux rapatriés, ex-refugiés de 1972, dont la majorité n'a plus de racines au Burundi et doit être assistée par le Gouvernement pour disposer d'un logement et d'un lopin de terre à cultiver, souvent sur des terres marginales cédées par l'administration locale. La reprise rapide d'une activité agricole est capitale pour que ces vulnérables puissent produire et retrouver leur dignité en quittant la dépendance envers l'aide alimentaire directe. Pour une réintégration sociale efficace dans la communauté d'accueil et par souci d'équité, les personnes vulnérables restées sur les collines doivent aussi être assistées.

Comme ils retournent sur des exploitations nouvelles ou délaissées pendant plusieurs années, l'assistance proposée s'oriente vers des options d'intégration agro-sylvo-zootechnique visant des productions à valeur ajoutée. Des activités génératrices de revenus qui nécessitent peu ou pas de terres, comme l'élevage de volailles, sont également nécessaires pour améliorer la sécurité alimentaire des jeunes et des veuves disposant d'un accès limité à la terre agricole.

Activités proposées

- ▶ L'appui à la restauration de la fertilité des sols par un apport en engrais et amendements minéraux ainsi qu'en fumure organique pendant la première année d'installation ;
- ▶ La gestion conservatoire des eaux et des sols par la mise en place de haies antiérosives fourragères et de plants agro forestiers et forestiers ;
- ▶ L'appui au repeuplement du cheptel en insistant sur le petit élevage et les animaux de basse-cour qui fournissent du fumier et génèrent des revenus (poules, lapins, chèvres) ;
- ▶ La dotation aux personnes retournées d'intrants agricoles diversifiés pour une reprise des activités agro-pastorales : semences vivrières et maraichères, outils agricole, vitro-plants de bananier et de colocale, boutures de manioc et de patate douce, plants fruitiers, produits phytosanitaires et vétérinaires.

photos ci-dessus:
à gauche: Récolte de manioc, variété MM96/0287 à RANDA/Bubanza, 2008, projet régional financé par l'Union Européenne
à droite: Foire aux semences : un bénéficiaire recevant un kit agricole issu de l'assistance de la FAO, 2010A, Financement ECHO

Ces activités seront accompagnées par une assistance technique agricole spécialisée et un renforcement des capacités des bénéficiaires par l'approche « Champs Ecole Paysans/CEP ».

La méthodologie d'intervention proposée est celle d'une approche communautaire avec une participation active des bénéficiaires à l'évaluation des besoins, à l'identification des opportunités existantes et à la planification de la réponse. Une attention particulière portera sur les femmes qui sont les responsables principaux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles. Compte tenu de la diversité des activités à initier et de l'expertise requise, il sera noué un partenariat actif avec les différents intervenants à travers une coordination inclusive et participative.

Résultats attendus

La production agricole des personnes retournées augmente et est stabilisée sur des sols fertiles et protégés contre l'érosion ;

La situation nutritionnelle et monétaire des bénéficiaires est améliorée par la diversification des cultures et le petit élevage ;

Les personnes retournées retrouvent l'espoir de vivre et ne sont plus frustrées, ce qui diminue les tensions sociales et facilite une réintégration durable dans la communauté d'accueil.

Thème II : Renforcement des capacités de réaction des ménages vulnérables aux aléas naturels

Objectifs : Support d'urgence, support technique

Budget proposé : 5 000 000 \$ Etats-Unis

Contexte

Le Burundi fait face à un nombre croissant d'aléas naturels qui affectent la production agricole. En raison de sa faible intensification, l'agriculture burundaise est restée dépendante de la régularité des précipitations et de l'alternance des saisons pluvieuses et sèches. Dans ce contexte, les effets négatifs des perturbations climatiques affectent la production agricole des ménages ruraux. Par exemple, les longues périodes de déficit hydrique durant les saisons agricoles 2009 A et 2010 A ont causé la perte de récoltes dans les régions naturelles de l'Imbo, du Bugesera et du Moso. A cela s'ajoutent les maladies des cultures qui prolifèrent en fonction des accidents climatiques, comme la mosaïque sévère du manioc, les nombreuses maladies qui provoquent la dégénérescence des bananeraies et les champignons qui ont failli faire disparaître la colocase.

Toutes ces catastrophes affectent des ménages déjà fragilisés par les autres facteurs de pauvreté (petites exploitations agricoles, manque d'intrants agricoles, faibles revenus, etc.) et les empêchent de constituer un stock alimentaire de contingence pour se protéger lors des périodes agricoles difficiles.

Activités proposées par la FAO :

- ▶ Assistance diversifiée en intrants agricoles à travers des foires, et autres intrants agricoles (semences, engrais minéraux, houes, etc.) ;
- ▶ Distribution de matériel végétal de qualité et indemne de maladies aux ménages affectés, pour l'installation des cultures de soudure telles que le manioc, la patate douce, le bananier, la colocase et les plants fruitiers ;
- ▶ Initiation des cultures maraîchères avec micro-irrigation (arrosoirs, pompes manuelles, etc.) ;
- ▶ Développement du petit élevage.

Résultats attendus :

- ▶ Les ménages vulnérables des zones affectées par les aléas climatiques et les maladies des cultures ont un accès diversifié aux intrants leur permettant la reprise rapide des activités agricoles après une catastrophe, afin de sortir de la dépendance envers l'aide alimentaire ;
- ▶ L'installation des cultures de soudures résistantes aux aléas et indemne des maladies leur permet d'éviter des crises alimentaires pendant les périodes de soudures ;
- ▶ Les cultures menacées par les maladies comme le bananier, le manioc et la colocase sont régénérées par le matériel végétal sain mis à la disposition des ménages ruraux ;
- ▶ L'initiation des cultures maraîchères accompagnée de micro-irrigation augmente la production familiale, même en période de déficit hydrique, et améliore la nutrition des ménages vulnérables.

Barrage de Musasa à Bigina, 2009, financement Belgique



Thème III : Amélioration des moyens d'existence des personnes vulnérables vivant en zones périurbaines par l'initiation aux activités agricoles et para-agricoles génératrices de revenus
Résultats : Support technique, support agro-économique
Budget proposé : 10 000 000 \$ Etats-Unis

Contexte

Actuellement, les villes de Bujumbura, Gitega, Ngozi, Kayanza, Rumonge et Nyanza-Lac accueillent une migration de personnes vulnérables qui abandonnent le monde rural : une jeunesse déscolarisée sans perspective d'emploi, des femmes veuves déplacées internes, des démobilisés, des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA dont des veuves et des orphelins chefs de ménages, des déplacés économiques (des ménages qui ont épuisé toutes leurs ressources et doivent quitter le monde rural où ils mourraient). Cette frange pauvre de la population vient gonfler les faubourgs des villes sans être capable de se prendre en charge. L'absence d'opportunités d'emplois urbains et la flambée des prix des denrées alimentaires les entraînent vers une vulnérabilité chronique avec des conséquences nutritionnelles et socioéconomiques déplorables. Toutefois, agriculteurs dans leurs lieux d'origine, certains poursuivent en ville quelques activités agricoles en exploitant de petits lopins de terre cédés par l'administration locale ou qu'ils louent à d'autres propriétaires. Le développement d'un programme d'appui aux ménages vulnérables de la zone périurbaine permet de renforcer les liens entre le milieu urbain et le monde rural, les villes constituent des marchés d'écoulement pour la production du milieu rural et aussi une opportunité d'emploi par la transformation de ces mêmes productions. Pour contribuer à l'amélioration des moyens d'existence de ces personnes vulnérables, la FAO/CAUR propose une assistance à l'initiation des cultures à haut potentiel de production et des activités génératrices de revenus.

Activités proposées:

- ▶ L'horticulture (maraîchage et fruiticulture périurbains) pour la consommation et la vente de surplus ;
- ▶ La riziculture périurbaine pour les personnes qui louent des parcelles dans les périmètres autour de Bujumbura, Rumonge et Nyanza-Lac ;
- ▶ L'initiation d'activités génératrices de revenus en faveur des jeunes et femmes organisés en associations, telles l'élevage de basse-cour (poules pondeuses, canards, pintades), l'élevage de lapins, la myciculture sur substrat de sous-produits rizicoles, la fabrication et la réparation d'outillage agricole (matériel aratoire, arrosoirs, etc.), la dotation d'unités de transformation, la dotation d'un kit de matériel de pêche ou de transformation pour les ménages vulnérables vivant près du littoral.
- ▶ La promotion du microcrédit par la négociation d'un partenariat avantageux et stratégique avec les institutions de microfinance, à travers la mise à disposition d'une ligne de crédit par celles-ci et la mise à disposition d'un fonds de garantie par la FAO/CAUR.

En fonction de l'action menée, des intrants d'accompagnement seront mis à disposition des bénéficiaires. Une attention particulière sera portée à l'identification et à la sélection participatives.

Résultats attendus :

- ▶ Les revenus des ménages vulnérables sont augmentés. Une proportion de ces ménages devient indépendante économiquement.
- ▶ L'alimentation et la nutrition des populations bénéficiaires sont améliorées.
- ▶ La paix est consolidée en rétablissant l'espoir dans des foyers démoralisés, en particulier les jeunes.

Thème IV : Renforcement de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables ayant de très petites exploitations agricoles
Résultats : Support technique, support agro-économique
Budget proposé : 8 000 000 \$ Etats-Unis

Contexte

Dans les provinces Ngozi, Kayanza, Gitega, Muramvya et Bujumbura Rural, certaines communes ont atteint la limite de saturation de l'espace disponible pour l'agriculture et un nombre important d'exploitations agricoles familiales disposent de moins de 30 ares. La poursuite du système agricole traditionnel basé sur des cultures vivrières à faible productivité, telle que le haricot (au maximum 800 kg/ha), ne permet pas aux ménages vivant sur de telles exploitations de satisfaire leurs besoins alimentaires annuels. N'ayant pas d'autre opportunité de génération de revenu, ils sont régulièrement frappés par des crises alimentaires aiguës et restent dans le besoin d'aide alimentaire d'urgence. Dans de telles circonstances, ils développent souvent des mécanismes de survie extrêmes telles que la réduction du nombre de repas, le vol des récoltes en champ, les déplacements temporaires pour la vente de main d'œuvre ou les querelles foncières violentes. Pour alléger la détresse de ces populations rurales disposant de peu de terre agricole, la FAO/CAUR propose des activités variées.

Activités proposées

- ▶ Promouvoir des cultures maraîchères à rendement élevé (plus de 10 t/ha) et à cycle court afin de maximiser la productivité annuelle de leur petits lopins de terre ;
- ▶ Introduire la fruiticulture permettant d'avoir des fruits à consommer en période de soudure et à vendre pour engendrer un revenu ;
- ▶ Assister ces ménages en semences/matériel végétal de cultures à haut potentiel de production telles que la pomme de terre, le manioc, la patate douce et le riz pour ceux qui ont des parcelles en marais ;
- ▶ Initier des activités génératrices de revenu (AGR) en faveur de ces ménages et des jeunes, afin qu'ils puissent avoir un revenu et acquérir sur le marché local ce qu'ils ne peuvent pas produire. Les AGR seront diversifiées selon les choix des ménages : aviculture, apiculture, lapins, champignons comestibles, petites unités de transformation, fabrication d'outillage agricole, etc.
- ▶ Renforcer la capacité des bénéficiaires de cultures nouvelles (maraîchage) et des AGR afin qu'ils s'approprient des nouvelles techniques et qu'ils pérennisent les actions.
- ▶ Pour toutes ces activités, la femme sera privilégiée parce qu'elle joue un rôle primordial dans l'agriculture et la sécurité alimentaire des ménages au Burundi.

Résultats attendus

- ▶ L'alimentation des ménages bénéficiaires est améliorée et la période de soudure est surmontée sans mesure extrême, ce qui diminue le taux de malnutrition chronique dans les zones assistées.
- ▶ Le tissu social dans les communautés rurales est reconstitué et le banditisme régresse.
- ▶ Le nombre de ménages dans le besoin d'une aide alimentaire direct diminue.

Thème V : Réhabilitation des zones à haut potentiel de production et des infrastructures rurales
Résultats : Support technique
Budget proposé : 15 000 000 \$ Etats-Unis

Contexte

A cause d'une croissance démographique élevée (près de 3 % par an) et de la fragmentation des parcelles qui en découle, les superficies des exploitations agricoles familiales ont fortement diminué, ce qui incite les agriculteurs des régions densément peuplées à rechercher l'exploitation des marais et des bas-fonds, ce qui, sans approche rationnelle, se fait de manière préjudiciable aux sols et sans résultat probant en termes de productivité. Ce comportement démontre le besoin vital en terres agricoles, surtout pour les ménages vulnérables. Or, le Burundi fait désormais face aux défis du changement climatique et l'utilisation efficace de l'eau d'irrigation est devenue une nécessité. La réhabilitation et l'aménagement des marais ainsi que la micro-irrigation contribuent à l'accroissement de la productivité et de la production agricole, critique dans les régions à forte densité démographique qui disposent de vastes plaines irrigables. En corollaire, toute action d'aménagement ne pourra avoir un impact durable que si les bassins versants des périmètres réhabilités sont aussi protégés contre l'érosion.

En outre, dans certaines zones, la dégradation des pistes rurales ne permet pas aux petits producteurs d'accéder aux marchés pour la vente de leurs surplus agricoles et ils sont obligés de les écouler à des prix dérisoires à des spéculateurs. En plus, la réhabilitation des pistes rurales permet aux habitants des zones concernées de pratiquer des cultures de rente, génératrices de revenus mais pour lesquelles un accès facile aux zones de distribution et de vente est indispensable.

Activités proposées

- ▶ Réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles dans les zones irriguées et aménagement de nouveaux périmètres irrigués surtout dans les régions densément peuplées sur colline et celles accueillant beaucoup de personnes retournées sans terres agricoles;
- ▶ Réhabilitation des pistes rurales, former les usagers de l'eau, lutter contre l'érosion par l'installation des haies antiérosives constituées de plantes et d'arbustes fourragers dans les exploitations agricoles des ménages vulnérables sur les collines, mettre en place des micro-boisements familiaux et équiper les ménages vulnérables en matériel d'irrigation (arrosoirs, pompes à pédales).

Résultats attendus

- ▶ Aménager un marais ou irriguer une plaine permet d'augmenter la superficie exploitée, d'améliorer les rendements des cultures par la maîtrise de l'eau et de diversifier les cultures. D'une manière générale, les rendements obtenus par l'irrigation sont deux fois supérieurs à ceux obtenus en agriculture pluviale. De plus l'agriculture irriguée à faible apport d'intrants est plus productive que l'agriculture pluviale à fort apport d'intrants. Par la mise en place des boisements familiaux entretenus par ces mêmes ménages, les foyers pourront accéder au bois pour la cuisson. En outre la lutte antiérosive diminuera les pertes de fertilité des sols et permettra 3 saisons culturales par an. Les pistes rurales réhabilitées faciliteront la circulation des intrants agricoles, le transport et les échanges des récoltes.

Thème VI : Promotion des activités d'intensification et de diversification agricoles en faveur des ménages vulnérables
Résultats : Support agro-économique
Budget proposé : 8 000 000 \$ Etats-Unis

Contexte

Face à une dégradation continue de la productivité liée à la chute de la fertilité des terres, au dépeuplement du cheptel, à l'incidence des aléas climatiques et aux maladies et ravageurs des cultures, la frange de population la plus vulnérable (environ 20 % de la population totale du Burundi) fait face à un avenir incertain et ne peut guère jouir des dividendes de la paix. Un nombre important de ménages vulnérables cultive des terres marginales et leurs productions ne couvrent pas leurs besoins alimentaires de base. Au sein de cette catégorie se retrouvent les ménages gérés par des jeunes sans emploi, des orphelins, des veuves de la guerre civile ou des maladies. Afin de leur permettre d'aspirer aux activités liées au programme de développement, un redressement socio-économique préalable est impératif et il passe par l'intensification et la diversification des activités agricoles, au sens large. Pour asseoir à court et à moyen terme une sécurité alimentaire en faveur des ménages vulnérables, la FAO propose les activités suivantes :

Activités proposées

- ▶ Réhabilitation de la production de semences et de matériel végétal de qualité à plus grande productivité et valeur ajoutée alimentaire et monétaire. Cette activité sera accompagnée par l'organisation des foires aux semences de qualité en faveur des ménages vulnérables ;
- ▶ Récupération des terres marginales et amélioration de la productivité des sols à travers une assistance aux ménages ciblés en petit élevage et en chaux pour une plus grande disponibilité en amendements organiques et minéraux ;
- ▶ Réhabilitation des infrastructures de stockage communautaire de semences, des pharmacies vétérinaires villageoises et consolidation du réseau des Agents Communautaires de Santé Animale (ACSA) ;
- ▶ Promotion des activités de maraîchage et de production fruitière et des unités de transformation ;
- ▶ Distribution d'outillages et d'intrants agricoles d'accompagnement ;
- ▶ Renforcement des capacités par le canal de formations formelles (ateliers) et informelles (champs écoles paysans) des acteurs.

Résultats attendus

- ▶ L'accès des ménages bénéficiaires aux semences et au matériel végétal de qualité est amélioré, débouchant sur leur propre autonomisation et à celle de leurs communautés (foires) ;
- ▶ A la longue, les ménages assistés ont accès à suffisamment de fumier pour produire plus et sur de plus grandes superficies (terres récupérées via l'application d'amendements minéraux) ;
- ▶ Les excédents de production consécutifs à l'utilisation de semences et matériel végétal de qualité sont conservés dans de meilleures conditions et soustraits aux spéculations des intermédiaires ;
- ▶ Le suivi sanitaire et reproductif des animaux est amélioré de façon que la chaîne de solidarité communautaire est préservée et maintenue ;
- ▶ La situation nutritionnelle et monétaire des ménages bénéficiaires est notablement améliorée pour leur permettre d'être repris dans les activités des projets de développement ;
- ▶ L'appropriation rapide et durable des techniques agricoles et vétérinaires par les bénéficiaires des formations est assurée.

IV.4. Les modes de réponse

IV.4.1. Initiation du financement

Le moteur de la réalisation des projets et programmes est, bien sûr, leur garantie de financement. Les bailleurs principaux de la FAO/CAUR durant ses 14 ans d'existence au Burundi ont été ou sont la Banque Africaine de Développement, La Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, l'Union Européenne (Délégation de l'UE et ECHO), mais aussi les autres agences des Nations-Unies (UNHCR, UNOCHA) qui nécessitent fréquemment l'appui technique de la FAO dans la réalisation de leurs propres programmes.

Il importe également de signaler que, en cas de catastrophe de très grande ampleur, subite et inattendue (comme à Haïti en 2009 ou le tsunami en Asie en 2004), la FAO/CAUR peut accéder immédiatement à des fonds d'aide humanitaire de très grande urgence, mobiliser et déployer des groupes d'intervention d'urgence formés d'experts FAO de ces genres de situation.

IV.4.2. Exécution des actions

La FAO/CAUR est fondamentalement un organisme en charge du diagnostic, de l'analyse et de la programmation des interventions d'urgence dans la sécurité alimentaire et l'agriculture. Elle assume la coordination, la planification et la supervision des activités. En contrepartie, il a toujours été dans les usages de la FAO, de la FAO/CAUR en particulier, de développer des partenariats et de transférer l'exécution des actions à des partenaires nationaux et, si les ressources humaines institutionnelles sont insuffisantes pour soutenir des opérations d'urgence, à des acteurs notoires de l'aide humanitaire (ONG, charités). Au Burundi, sur le terrain, les partenaires essentiels de la FAO/CAUR sont les Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE), du MINAGRIE. Dans les situations de réponse d'urgence massive, il est également fréquent que la FAO/CAUR s'associe avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ou l'UNICEF.

Le Plan d'action est concrétisé par des actions, mises en œuvre et gérées par l'équipe de la FAO/CAUR en place. Afin de préparer l'appropriation des acquis antérieurs obtenus par la FAO/CAUR et ceux attendus de la mise en application du présent Plan d'Action, les services décentralisés du MINAGRIE, de même que les organisations de la société civile, sont associés à la réalisation des activités et des Protocoles d'Accord sont signés entre le MINAGRIE et la FAO.

Les procédures d'acquisition de matériel, fournitures et équipement ainsi que de recrutement du personnel affecté à la mise en œuvre du Plan d'action sont celles en vigueur à la FAO.

IV.4.3. Suivi et évaluation, missions ad hoc

Pour l'évaluation de l'avancement et des résultats de ses actions, la FAO/CAUR utilise différents instruments de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire dans le pays, d'évaluation de l'impact des distributions des vivres et des intrants agricoles ou des réhabilitations mises en œuvre en faveur des ménages vulnérables. Le Suivi Evaluation (S&E) de la FAO/CAUR est un système intégré de réflexion et de communication planifié, géré et doté de moyens adaptés. Dans son fonctionnement, il comporte les étapes ci-contre :

1. Conception et mise en place du programme de S&E adapté à la situation. Un plan opérationnel détaillé de S&E est préparé lors de la phase de démarrage de chaque projet ou programme, clairement argumenté et approprié aux niveaux respectifs de ceux qui seront chargés de sa mise en œuvre. En effet, pour que le système de S&E fonctionne sur le terrain, il faut disposer des ressources adéquates et des compétences appropriées. A cet égard, il s'avère souvent nécessaire d'engager des actions de renforcements des compétences locales.

2. Collecte et gestion de l'information. Chaque étape du cycle du projet implique la réalisation de certaines tâches de S&E par des acteurs spécialisés.

3. Réflexions critiques (sur les enseignements de l'expérience et sur l'information recueillie) pour améliorer l'intervention.

4. Communication des résultats et rédaction des comptes-rendus et rapports.

Le système de S&E contribue à orienter la stratégie d'intervention et à assurer l'efficacité des opérations pour l'ensemble des acteurs clés d'un projet ou programme. Le S&E constitue d'ailleurs l'un des éléments de gestion du projet.

Le Suivi Evaluation est lui-même suivi et mis à jour régulièrement pendant la durée d'une action.

Il existe aussi des situations circonstancielles nécessitant une évaluation immédiate. Ces situations sont transmises à la FAO/CAUR par les partenaires institutionnels et de terrain. Une mission ad hoc, les spécialistes de la FAO/CAUR dans la discipline correspondante, est alors dépêchée sur les sites ayant fait l'objet d'une alerte. Ces experts évaluent le degré de dégâts ou de menace aux endroits inspectés et les solutions à apporter aux problèmes identifiés.

IV.4.4. Restitution des résultats des actions

Les modalités de préparation et de transmission des rapports sont fonction des programmes financés et des exigences des bailleurs de fonds. En général, un rapport de démarrage est rédigé en début de projet et un rapport final est soumis à la fin des activités. La soumission d'un rapport intermédiaire peut être demandée. Les comptes rendus, les rapports narratifs et financiers sont élaborés selon les modèles couramment utilisés par la FAO et prennent en compte les exigences des différents bailleurs de fonds.

Les enseignements à tirer des opérations mises en œuvre sont détaillés dans les différents rapports présentés aux bailleurs. Ils font l'objet d'une analyse approfondie avec les partenaires d'exécution et sont pris en compte pour la réalisation de la suite du programme. Ces enseignements sont également pris en considération lors des revues du Plan d'action.

Conclusion. Revue du Plan d'Action

Une revue du Plan d'action sera réalisée en milieu d'exercice. Ceci n'empêchera pas d'autres révisions selon l'évolution de la situation sécuritaire, sociopolitique et économique ou lors de chocs importants pouvant affecter de façon significative l'état de la sécurité alimentaire du pays. Les révisions proposées seront argumentées et présentées aux structures gouvernementales, aux bailleurs de fonds, ainsi qu'aux différents partenaires concernées.

Annexe

5/ANNEXES



V. Annexes

V.1. Partenaires récents de la FAO/CAUR

SAP/SSA IPC

DPAE, AAA, BADEC, CISV, COPED, FHI, HCB, LVIA, PACT, Solidarités, WVI

Intrants et Foires aux Semences / Formation agricole

DPAE, AAA, ACAPEV, ADMR, BAQN, BDDM, CEPBU, COPED, CRB, DAPE, EA, ECONOMAT, FCB, FHI, HCB, ODAG, ODDBU, OPE, PACT, SOPRAD, WVI

Elevage

DPAE, Africare, BDD, GVC, HCB, ODDBU, OPE, RUBUBU, Solidarités, SOPRAD, SRDI

Multiplication des semences, boutures et plants / Transformation et stockage

DPAE, AAA, ACA Burundi, ADICC, AHI, ALUDE, APAD, APRODEC, ARINE, BADEC, BAQN, CDR Kibumbu, CISV, CONCERN, Croix-Rouge Burundi, Croix-Rouge Espagne, FHI, Fondation Stamm, Gembloux Dév, HNA, ISCOS, NOVIDEA, OPE RUBUBU, OXFAM I, PIA RUBUBU, PREFED, RA2000+, TIM, Umuryango, WISE

VIH / SIDA / Nutrition / Maraîchage

BAQN, OPE, SWAA Burundi

Marais / Irrigation

DPAE, MEATU

Maladies transfrontalières (plantes et bétail)

DPAE, AAA, BADEC, OXFAM I

Photo de gauche: Culture de pomme en courbes de niveau aménagées à la DPAE Kayanza au Centre Semencier de Rapiro : saison 2010A, financement Union européenne

V.2. Les actions en cours de la FAO/CAUR

Début 2010, la FAO/CAUR encadre 16 projets au Burundi, des projets nationaux ou la composante burundaise de projets régionaux supervisés depuis le siège régional de la FAO à Nairobi, au Kenya. Ces actions sont les suivantes :

- ▶ Assistance agricole d'urgence aux populations vulnérables affectées par les aléas climatiques ;
- ▶ Assistance agricole d'urgence aux populations en phase de réinstallation/réinsertion (rapatriés, déplacés internes et ex-combattants) sur leurs anciennes ou nouvelles terres, et aux ménages vulnérabilisés par les récents aléas climatiques ainsi que la flambée des prix des denrées alimentaires ;
- ▶ Contribution à l'allègement de la flambée des prix des denrées alimentaires par l'amélioration des capacités de production des associations de ménages vulnérables ;
- ▶ Réponse régionale à l'insécurité alimentaire, VIH, et VBG en Afrique de l'Est ;
- ▶ Appui à la réintégration rapide des ménages retournés dans leurs communautés d'accueil dans les provinces de Bururi, Makamba, Rutana, Ruyigi, Cankuzo et Muyinga ;
- ▶ Projet de sécurité alimentaire en appui aux populations rurales et périurbaines vulnérables ainsi qu'au système d'alerte précoce et de surveillance de la sécurité alimentaire au Burundi ;
- ▶ Appui à l'autoformation des petits producteurs par l'introduction des Champs Ecole Paysans Elevage au Burundi ;
- ▶ Assistance agricole à la réinstallation des rapatriés et aux ménages vulnérables victimes des aléas climatiques et/ou de la mosaïque sévère du manioc et appui au Système d'Alerte Précoce/Surveillance de la Sécurité Alimentaire (SAP-SSA) ;
- ▶ Assistance agricole d'urgence aux populations vulnérabilisées par le conflit et en phase de réinstallation et/ou réinsertion (rapatriés, refoulés et déplacés internes) sur leurs anciennes ou nouvelles terres ;
- ▶ Appui à la recapitalisation des ménages vulnérables affectés par la crise à travers le repeuplement du cheptel ;
- ▶ Consolidation du « Integrated Food Security Phase Classification » (IPC) dans le contexte humanitaire volatile de l'Afrique Centrale et de l'Est ;
- ▶ Appui à la réintégration des rapatriés récents et des ménages affectés par la crise au Burundi à travers un soutien à la reprise des activités agricoles ;
- ▶ Initiative régionale Manioc en soutien des ménages vulnérables en Afrique Centrale et Afrique de l'est ;
- ▶ Assistance à la restauration de la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence au travers de l'approvisionnement en intrants agricoles et le support technique pour les retournés et leurs communautés hôtes dans les provinces de l'est du Burundi ;
- ▶ Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi.

V.3. Diagramme des indicateurs de classification des phases IPC

Classification de la phase	Effets de référence clés	Cadre stratégique d'intervention
I 1A Généralement en Sécurité alimentaire 1B Généralement en Sécurité alimentaire	Effets actuels ou imminents sur les vies humaines et les moyens d'existence; sur la base de preuves directes ou indirectes convergentes, plutôt que sur des seuils absolus. Il n'est pas nécessaire de disposer de tous les indicateurs pour procéder à la classification Taux brut de mortalité < 0,5 / 10 000 / jour Emaciation (malnutrition aiguë) <3 % (indice poids-taille <-2 Z-scores) Retard de croissance <20% (indice taille-âge <-2 Z-scores) Accès à l'alimentation / Disponibilité généralement adéquat (> 2 100 kcal par personne/jour), stable Diversité du régime alimentaire régime alimentaire diversifié, de qualité et quantité constantes Accès à l'eau / Disponibilité généralement adéquat (> 15 litres par personne/jour), stable Dangers probabilité et vulnérabilité faibles ou modérées Sécurité civile paix établie et structurelle Avoirs relatifs aux moyens d'existence Utilisation généralement durable (des avoires relatifs aux moyens d'existence)	Objectifs: (1) atténuer les effets immédiats (2) soutenir les moyens d'existence, et (3) s'attaquer aux causes sous-jacentes Assistance stratégique aux groupes souffrant d'insécurité alimentaire; Investissement dans les systèmes de production économique et alimentaire; Favoriser le développement de moyens d'existence basés sur les principes de durabilité, justice et équité; Prévenir l'apparition d'obstacles structurels à la sécurité alimentaire; Plaidoyer
II Insécurité alimentaire modérée/limite	Taux brut de mortalité <0,5/10 000/jour; TMM5 <1/10 000/jour Emaciation (malnutrition aiguë) >3% mais <10% (indice poids-taille <-2 Z-scores), fourchette habituelle, stable Retard de croissance >20% (indice taille-âge <-2 Z-scores) Accès à l'alimentation / Disponibilité presque adéquat (2 100 kcal par personne/jour); instable Diversité du régime alimentaire diversité chroniquement insuffisante du régime alimentaire Accès à l'eau / Disponibilité presque adéquat (15 litres par personne/jour); instable Evénements adverses/ Aléas récurrents, avec une vulnérabilité élevée des moyens d'existence Sécurité civile instable; tension perturbatrice Stratégies d'adaptation 'stratégies d'assurance'/stratégies d'adaptation Avoirs relatifs aux moyens d'existence Utilisation perturbée et non durable (des avoires relatifs aux moyens d'existence) Conditions structurelles Importantes entraves sous-jacentes à la sécurité alimentaire	Mettre en place des filets de sécurité; Interventions en vue de réduire les risques Soutenir les moyens d'existence; Corriger les entraves structurelles à la sécurité alimentaire; Surveillance étroite des indicateurs de résultats et de processus pertinents; Plaidoyer
III Crise alimentaire aiguë avec crise des moyens d'existence	Taux brut de mortalité 0,5-1 /10 000/jour; TMM5 1-2/10 000/jour Emaciation (malnutrition aiguë) 10-15 % (indice poids-taille <-2 Z-scores), > à la normale, en augmentation Maladies épidémies, en augmentation Accès à l'alimentation / Disponibilité manque de garanties; 2 100 kcal par personne/jour, obtenues par dilapidation des avoires relatifs aux moyens d'existence Diversité du régime alimentaire diversité très insuffisante du régime alimentaire Accès à l'eau / Disponibilité 7,5-15 litres par personne/jour, obtention par dilapidation des avoires relatifs aux moyens d'existence Dénuement/Déplacement tendance nouvelle; diffusée Sécurité civile conflit peu diffus, de faible intensité Stratégies d'adaptation 'stratégies de crise'; indice de stratégie d'adaptation (CSI) > à la référence; en hausse Avoirs relatifs aux moyens d'existence épuisement, ou perte accélérée et critique d'accès,	Interventions urgentes pour accroître l'accès et les disponibilités alimentaires à des normes minimales, et pour éviter la destruction des avoires relatifs aux moyens d'existence.
IV Urgence humanitaire	Taux brut de mortalité 1-2 / 10 000 / jour, >2 fois le taux de référence, en augmentation; TMM5 > 4/10 000/jour Emaciation (malnutrition aiguë) >15 % (indice poids-taille <-2 Z-scores), > à la normale, en augmentation Maladies Pandémie Accès à l'alimentation / Disponibilité grave insuffisance des garanties; incapacité d'accéder à 2 100 kcal par personne/jour Diversité du régime alimentaire consommation régulière de 2-3 grands groupes d'aliments, ou moins Accès à l'eau / Disponibilité < 7,5 litres par personne/jour (utilisation par l'homme uniquement) Dénuement/Déplacement Concentré; en augmentation Sécurité civile conflit diffus, de forte intensité Stratégies d'adaptation 'stratégies de détresse'; indice nettement > à la référence Avoirs relatifs aux moyens d'existence épuisement, ou perte d'accès, quasi total et irréversible	Interventions urgentes pour éviter la malnutrition grave, l'inanition et la perte irréversible des avoires en améliorant l'accès et les disponibilités alimentaires, et les autres besoins essentiels à des normes minimales.
V Famine / Catastrophe humanitaire	Taux brut de mortalité > 2/10 000 /jour (exemple: 6 000 /1 000 000 / 30 jours) Emaciation (malnutrition aiguë) > 30 % (indice poids-taille <-2 Z-scores) Maladies Pandémie	Protection très urgente des vies humaines par une assistance complète pour les besoins essentiels (par exemple nourriture, eau, logement, protection, ...)

V.4. Risques d'aggravation

Veille	Inconnue/encore à définir	Sans Objet	Dangers : Occurrence ou prévision d'occurrence d'événements adverses ayant un impact négatif sur les moyens d'existence en présence d'une vulnérabilité faible ou incertaine Indicateurs de processus : faible variation négative par rapport à la normale	Surveillance étroite et analyse attentive
Risque modéré	Probabilité accrue/possible	Précisée par la classification de la phase prévue et indiquée par la couleur des rayures diagonales sur la carte	Dangers : Occurrence ou prévision d'occurrence d'événements adverses ayant un impact négatif sur les moyens d'existence en présence d'une vulnérabilité modérée Indicateurs de processus : variation négative importante par rapport à la normale	Surveillance étroite et analyse attentive Préparation des plans de contingence Renforcement des interventions correspondant à la phase actuelle
Risque élevé	Probabilité élevée: «plus probable qu'improbable»		Dangers : Occurrence ou risque élevée d'occurrence d'événements adverses ayant un impact négatif sur les moyens d'existence en présence d'une vulnérabilité élevée Indicateurs de processus : importantes et multiples variations négatives	Mise en œuvre d'interventions préventives – avec urgence accrue pour les populations à haut risque

**Imprimerie Mister Minute
BP: 1536
Quartier asiatique
avenue du Musée vivant**

Bujumbura / BURUNDI

**Tél: 257 22229398
FAX: 257 22220643**

**E-Mail:
mms_prepresse@yahoo.fr
ou
mms@usan-bu.net**

**Réalisation graphique:
Adrien Lachappelle
email: adrienlachappelle@live.fr**